

## Flics, troupes, hors de Nouvelle-Calédonie !

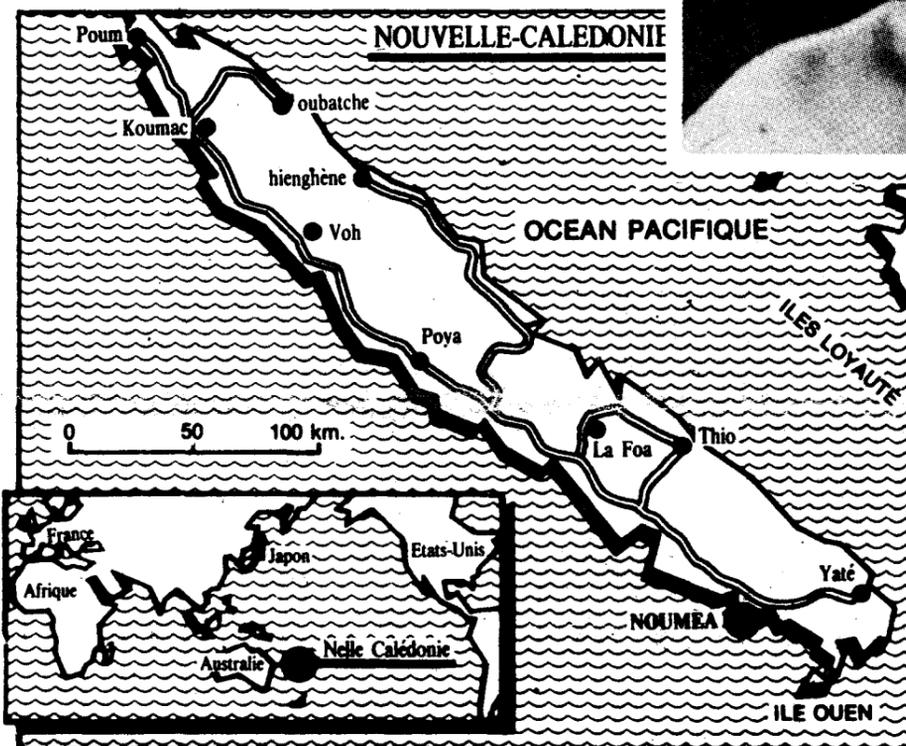
# Indépendance immédiate !

Ils parlent de "dialogue" et ils tuent de sang-froid. L'assassinat d'Eloi Machoro démasque la véritable nature de l'"indépendance-association" de Mitterrand-Pisani -- une manoeuvre pour garder la Nouvelle-Calédonie sous la botte de l'impérialisme français. Seul le drapeau changerait!

Contre les attaques de plus en plus vives -- et hypocrites -- de l'opposition bourgeoise, les nains sociaux-démocrates empruntent les habits du géant de Gaulle pour lui rappeler le b a ba du néo-colonialisme. Comme de Gaulle, Mitterrand doit naviguer entre les intérêts spécifiques des colons sur place et les buts à long terme de l'impérialisme français. Mais il reste à voir si Mitterrand réussira à faire avaler son projet aux caloches.

La crise neo-calédonienne évoque certains aspects de la guerre d'Algérie, mais en farce. Elle s'ajoute à la longue liste des problèmes qui accablent le gouvernement, et la défense de la caste coloniale française sur ces îles stratégiques ne sert pas seulement une opposition bourgeoise qui, comme les Bourbons, n'a rien oublié et rien appris du déclin de l'empire colonial français, mais aussi l'agitation fébrile des fascistes. Heureusement pour ce gouvernement branlant, les risques d'un coup d'Etat militaire partant de Nouvelle-Calédonie sont minimes!

Mais même ces lointains confettis d'empire sont capables de gangréner la vie politique française, attisant un chauvinisme impérial et un racisme délirant contre les "anthropophages".

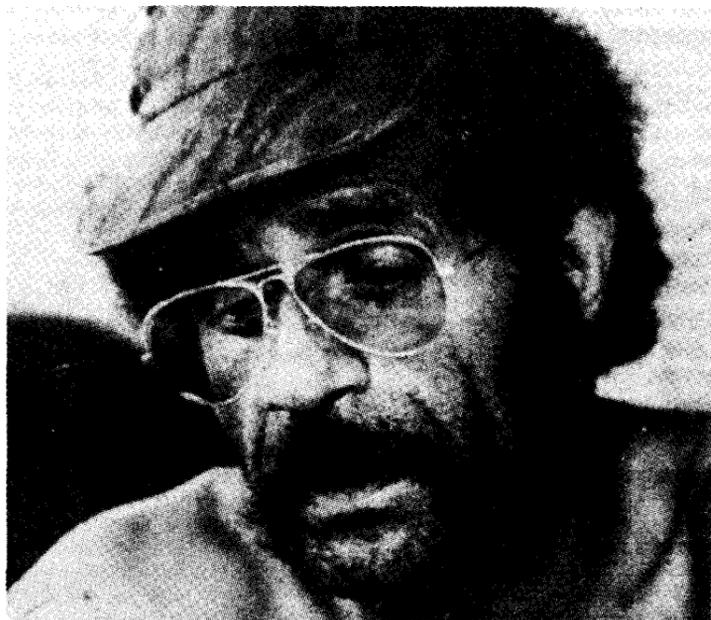


(Combien de Français savent que la tête d'un dirigeant kanak de la révolte de 1878, conservée dans du formol, a été montrée à l'Exposition coloniale de 1931?)

L'évocation de la grandeur gaulienne dans le Pacifique va de pair avec un renforcement bonapartiste du gouvernement Mitterrand. Le

GIGN, les meurtriers de Machoro, c'est la garde prétorienne de Mitterrand et, comme les CRS, c'est une force d'exception bonapartiste qui représente une menace constante pour les libertés démocratiques et qui doit être dissoute.

C'est pourquoi la classe ouvrière doit se battre pour le retrait immédiat



Eloi Machoro a été exécuté par le GIGN, la garde prétorienne du régime, parce qu'il pouvait gêner le plan Mitterrand-Pisani: garder le contrôle du "porte-avions ancré au coeur du Pacifique".

de tous les flics et soldats du colonialisme français et pour l'indépendance immédiate et sans condition de la Nouvelle-Calédonie! A bas la repression colonialiste: les meurtriers d'Eloi Machoro doivent être jugés, les militants indépendantistes du FLNKS emprisonnés relâchés tout de suite. Et ce qui est valable pour la Nouvelle-Calédonie est aussi valable pour les autres DOM et TOM de l'impérialisme français!

### LE PLAN PISANI

Manier le bâton et la carotte est une spécialité de Mitterrand, trempé du sang des militants du FLN algérien. Et il a pris pour modèle les "lois-cadres" de 1956, qui ont permis le maintien de la main-mise française sur l'Afrique occidentale francophone par le morcellement et la balkanisation de la région. Alors Mitterrand et Pisani proposent une "souveraineté" pour les Kanaks

Suite page 15

## Mitterrand accentue son offensive anti-ouvrière

# Krasucki remballe la grève générale

Le 30 novembre dernier, Krasucki lançait: "J'entends de plus en plus, répondant à notre appel, les travailleuses, les travailleurs, les syndicalistes de la CGT dire 'il faudrait une action nationale, une grève nationale rassemblant tout le monde.' Je réponds: pourquoi pas puisqu'on nous y oblige" (l'Humanité, 1er décembre 1984). Et, quelques semaines après, de préciser que cette grève générale "ne devait pas être de 24 heures, mais un mouvement plus important". Les appels de Krasucki à "mettre le paquet", et tout particulièrement la perspective d'une grève générale, répondaient à l'attente des militants. La section CGT de Renault-Cléon

invita par tracts les ouvriers à venir discuter de la nécessité de la grève générale. Dans un service des PTT, on voit des militants CGT bien connus arborer fièrement des badges soviétiques avec drapeau rouge et faucille et marteau! Dans la CGT, le climat était nouveau -- à la lutte, avec une volonté manifeste de revanche après ces trois années à subir l'austérité "de gauche", ligotés par la participation du PCF au gouvernement.

Les révolutionnaires trotskystes, qui se battent depuis des mois pour une grève générale contre l'austérité de Mitterrand, se devaient alors de prendre Krasucki

Suite page 11

"Mettez le paquet" qu'il disait.



Def. Solignet

## Lettre

# Les ouvriers kurdes dans la révolution irakienne de 1958-59

1er novembre 1984

Au rédacteur en chef [de *Workers Vanguard*]

Dans les salutations spartacistes présentées il y a quelques mois à une conférence kurde en Europe centrale ("Pour une république socialiste du Kurdistan unifié!", le *Bolchévik* n°49, octobre 1984), on peut lire: "S'il y a beaucoup d'ouvriers kurdes, la plupart travaillent à l'extérieur des régions dont l'identité nationale est à prédominance kurde" et "le prolétariat kurde existe avant tout dans la diaspora". C'est peut-être bien vrai aujourd'hui à cause de la politique d'"arabisation" du Kurdistan menée par le régime baasiste irakien. D'après le livre *les Kurdes et le Kurdistan* publié sous la direction de Gérard Chaliand, plus de 200 000 Kurdes ont été déplacés de la région pétrolière du Kurdistan irakien. Historiquement ça n'a cependant pas été toujours le cas. Les ouvriers kurdes concentrés dans ces champs pétroliers, sous la direction des communistes, ont joué un rôle essentiel, bien que contradictoire, dans la période révolutionnaire qui a suivi le renversement de la monarchie en 1958.

L'Irak, comme la plupart des Etats du Proche-Orient, a été créé artificiellement lors du démembrement de l'Empire ottoman par les impérialistes après la Première Guerre mondiale. Sous les Ottomans le Kurdistan irakien constituait le *vilayet* (circonscription administrative) de Mossoul. La Grande-Bretagne victorieuse réunit, dans un même Etat, Mossoul avec les *vilayets* de Bagdad et de Bassorah, à la fois pour prendre le contrôle de cette région riche en pétrole et pour donner au protectorat irakien fraîchement créé quelque chose ressemblant à une économie viable. Récemment encore la province de Kirkouk, au coeur du Kurdistan irakien, fournissait 90% de la production pétrolière irakienne. Même avec le développement des champs pétroliers de Bassorah, dans le sud, Kirkouk fournissait, à la fin des années soixante-dix, encore plus de 70% de la production pétrolière du pays.

Autour des champs pétroliers de Kirkouk s'est développé un prolétariat combatif, dirigé par des communistes et qui était en majorité kurde. Uriel Dann écrivait dans son livre *Iraq Under Kassem* (1969): "Les milliers d'ouvriers des installations pétrolières, dont la majorité était des Kurdes, avaient engendré une section communiste locale avec une histoire de luttes sans égale en Irak." Cependant la classe ouvrière kurde avait été recrutée directement parmi les populations rurales et montagnardes qui étaient (et sont toujours) gouvernées par des coutumes et des chefs féodaux et tribaux. Bien que combatif, ce prolétariat avait une conscience de classe rudimentaire.

Comme l'a montré le massacre de Kirkouk en juillet 1959, les militants du Parti communiste irakien, qui avait une position au mieux équivoque quant à l'autodétermination des Kurdes, n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour arracher les Kurdes au nationalisme.

Le PC irakien n'était pas seulement le plus prolétarien des partis staliniens du Proche-Orient, il avait aussi toujours eu beaucoup de militants appartenant aux minorités nationales et ethniques qui jouaient un rôle important et souvent dirigeant dans la vie du parti. Dans la période précédant la révolution de 1958, les communistes kurdes furent l'avant-garde du renouveau d'un parti décimé et contraint à la clandestinité par la répression sauvage des années quarante. Hanna Batatu, dans son ouvrage de référence, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq* (1978), remarque que de 1949 à 1955 tous les secrétaires généraux du PC irakien ont été des Kurdes, ainsi que presque un tiers de son comité central, et que le parti était dirigé depuis le Kurdistan plutôt que depuis Bagdad.

Cette période a été marquée par une montée significative des luttes de classe et des luttes nationales, montée nourrie par le tristement célèbre Pacte de Bagdad, une alliance antisoviétique qui liait la Grande-Bretagne, l'Irak, l'Irak et la Turquie. Toutes les catégories opprimées de la population de la région y étaient opposées, et tout particulièrement les Kurdes, car elle réunissait leurs principaux ennemis. D'un autre côté, le traitement généreux accordé par l'Union soviétique à sa propre petite minorité kurde et le soutien qu'elle avait apporté à l'éphémère République (kurde) de Mahabad, en Iran, après la Deuxième Guerre mondiale, lui donnaient un prestige énorme au Kurdistan, de sorte que dans les années cinquante même les partis nationalistes kurdes se proclamaient "marxistes-léninistes".

Ainsi la nation kurde tout entière, et en particulier sa classe ouvrière urbaine, accueillit avec enthousiasme la révolution de 1958, qui était dirigée tant contre le Pacte de Bagdad que contre la monarchie corrompue, décrépie et répressive que soutenaient les Britanniques. Le régime bonapartiste instable du général Kassem, le dirigeant de la révolution de 1958, chercha d'abord à consolider son pouvoir en s'appuyant sur le PC irakien qui, bien qu'étant une petite organisation, était sans conteste le parti dirigeant de la classe ouvrière, tant arabe que kurde. Au lieu de profiter de cette occasion pour la révolution prolétarienne, le PC irakien se subordonna à Kassem par l'intermédiaire d'un "Front unique national" avec trois partis bourgeois (bientôt rejoints par les nationa-

lites kurdes). Cette trahison de la révolution irakienne était ordonnée directement par le Kremlin, au nom du renforcement de l'"esprit de Camp David" avec Eisenhower (qui répondit à la révolution de 1958 en faisant débarquer 10 000 Marines au Liban). L'historien marxiste Isaac Deutscher refusait de soutenir un soulèvement communiste à Bagdad, de peur que cela ne provoque une nouvelle intervention occidentale en Méditerranée orientale, n'embrase le Proche-Orient et ne fasse sombrer sa politique de coexistence pacifique" (reproduit dans son livre *Russia, China and the West*, 1970).

Le rôle contradictoire du prolétariat kurde, dirigé par les communistes, pendant cette période a été illustré par les événements de Mossoul en mars 1959 et par le massacre de Kirkouk en juillet de la même année. Début 1959, le rejet par Kassem de l'unité "panarabe" avec Nasser et son modeste programme de réforme agraire amenèrent une alliance sans principe entre les anciennes classes réactionnaires et les nassériens, qui fomentèrent un coup d'Etat de droite. Ce coup d'Etat devait débiter par une révolte de l'armée à Mossoul. Pour prévenir cette révolte, le PC irakien appela à un rassemblement de masse: 250 000 jeunes, dont beaucoup armés, affluèrent à Mossoul. Le PC irakien réussit à unir les soldats arabes et kurdes contre leurs officiers; les travailleurs pauvres du quartier arabe musulman furent renforcés par des membres des tribus kurdes et par des paysans arméniens qui affluèrent des campagnes. Le coup d'Etat était mis en échec, et la popularité et les occasions révolutionnaires du PC irakien atteignaient leur apogée.

Cela rend encore plus tragique le massacre de Kirkouk, en juillet 1959. Au lendemain de la révolution de 1958, le PC irakien avait entre ses mains le contrôle de nombre de localités, de milices et même de garnisons de l'armée. La section de Kirkouk du PC irakien, en majorité kurde, utilisa ce contrôle pour attiser une querelle autour de la célébration du premier anniversaire de la révolution qui déboucha sur un bain de sang intercommunautaire, dirigé en particulier contre les Turcomans qui représentaient une grande partie des commerçants et des classes moyennes de la ville. Un mois plus tard, au cours d'un plénum du comité central convoqué pour traiter des conséquences du massacre de Kirkouk,

le PC irakien, faisant référence à ses propres militants, était forcé de condamner "les corps traînés à terre, la torture des détenus, les pillages et les violations des droits et des libertés des citoyens".

Le massacre de Kirkouk a été un tournant tragique pour le PC irakien et la classe ouvrière irakienne. Il a provoqué un énorme affaiblissement de l'influence du PC irakien, et Kassem s'en est servi comme prétexte pour réprimer les communistes. L'occasion révolutionnaire a été dilapidée et avec elle la possibilité de forger un prolétariat kurde avec une conscience de classe. La direction des masses laborieuses kurdes opprimées est revenue aux cheiks, aux khans et aux mollahs, comme l'a montré la révolte nationale kurde qui a éclaté par la suite. Car cette révolte dirigée par le mollah Mustafa Barzani était autant destinée à défendre les rapports féodaux à la campagne que dirigée contre le chauvinisme arabe de Bagdad. En 1958-59 le prolétariat de cette nation divisée, dépecée par quatre Etats capitalistes oppresseurs, a perdu une occasion de premier ordre de devenir l'avant-garde de l'émancipation sociale non seulement pour le reste du Kurdistan mais aussi pour tout le Proche-Orient.

Fraternellement

Reuben Samuels



Litt

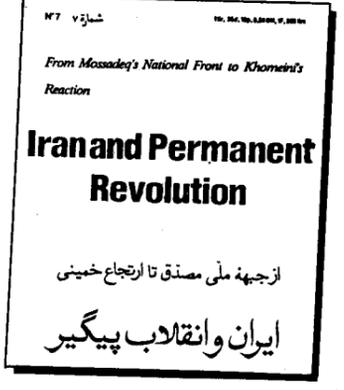
Disponibile en farsi



N° 3 - 3F  
N° 7 - 5F  
(port inclus)

Commande :

Le Bolchévik  
B.P. 135-10  
75463 Paris  
Cedex 10



## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.  
REALISATION: Hamid Sami  
DIFFUSION: Jean Thimbault  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saïfores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10  
Téléphone: 208-01-49  
• Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex  
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.  
Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

## Offensive vietnamienne

# Les Khmers de la CIA en déroute

Pour le sixième anniversaire de la libération du Kampuchéa (l'ancien Cambodge) de l'étreinte mortelle du génocide Pol Pot, les troupes vietnamiennes et kampuchéennes ont remporté une série d'impressionnantes victoires au cours de leur dernière offensive. Cette opération, bien préparée, a été lancée contre les bases contre-révolutionnaires situées à la frontière du Kampuchéa et de la Thaïlande. Les troupes des Khmers rouges de Pol Pot et celles du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) de Son Sann, toutes deux soutenues par la CIA et armées par les Chinois, ont fui comme des rats vers la Thaïlande devant les T-54 vietnamiens qui ont écrasé leurs camps. La Chine a intensifié ses attaques le long de la frontière nord du Vietnam pour essayer d'y attirer les forces militaires dont les Vietnamiens ont besoin au Kampuchéa.

Le 7 de ce mois, les Vietnamiens ont frappé un coup décisif. Avec 3000 soldats, ils ont pris d'assaut, après une journée de combats, le quartier général du FNLPK, à Ampil. La perte de son quartier général a été un coup sévère pour le FNLPK, qui a maintenant perdu sept de ses camps de "réfugiés". Son chef, Son Sann, a déclaré: "Nous ne sommes pas si forts", et il a appelé à revenir aux tactiques de guérilla dispersées. Ce personnage, qui a été premier ministre de la monarchie du prince Sihanouk, est le plus loyal serviteur de la CIA dans la région. Le vice-président du FNLPK, le général Dien Del, lui, a servi le régime fantoche de Lon Nol qui est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat d'extrême droite qui avait renversé Sihanouk.

Avant l'offensive vietnamienne, les forces de Son Sann contrôlaient huit des vingt camps de la frontière. C'était le préféré des impérialistes parmi les opposants anticommunistes aux régimes de Hanoï et de Phnom Penh; seuls les Chinois osent soutenir sans réserve les bouchers de Pol Pot. La troisième force de leur "gouvernement en exil", celle dirigée par le ci-devant prince Sihanouk, est trop insignifiante et imprévisible pour les besoins des impérialistes. Sihanouk change de partenaires comme de chemise, et il menace de temps en temps d'abandonner la coalition anticommuniste... mais personne ne s'en préoccupe outre mesure. Les quelques milliers de soldats qu'il commande ne comptent pas beaucoup; leur base de Tatum ne représente pas une menace sérieuse pour les Vietnamiens.

Avec la chute d'Ampil, un millier de soldats appuyés par des chars se sont dirigés vers le sud, vers les régions montagneuses du Phnom Malai où est située la principale base des Khmers rouges. Depuis le 13 janvier les combats font rage, les Vietnamiens poursuivant ce qui semble être leur tentative la plus sérieuse à ce jour pour écraser la contre-révolution. D'autres forces ont pris position pour une attaque de grande envergure contre les bases des Khmers rouges qui font face au village thaïlandais de None Sao-eh (UPI, 17 janvier).

Les Khmers rouges, la principale force de la fragile "coalition contre-révolutionnaire", sont trop discrédités par l'héritage sanglant de Pol Pot pour représenter une véritable menace pour le régime d'Heng Samrin. Le peuple kampuchéen n'oubliera pas de sitôt l'odieux règne de Pol Pot, arrivé au pouvoir en 1975 au milieu du chaos et des dévastations de la guerre pas-si-secrète-que-ça menée par les Américains au Cambodge. Il a en effet mené une politique de génocide au nom d'une monstrueuse campagne de nivellement qui a vidé les villes et démantelé l'économie,



Les chars T-54 des troupes kampuchéennes appuyées par les forces vietnamiennes repoussent les contre-révolutionnaires.

les écoles, les hôpitaux. Deux ou trois millions de personnes -- à peu près un tiers de la population du Cambodge -- ont péri dans cet holocauste, torturées dans les camps de la mort de Pol Pot, affamées, exécutées. Le massacre de la population n'a été stoppé que par l'invasion vietnamienne de décembre 1978.

Ironie de l'histoire, les forces de Pol Pot sont maintenant les alliés de leurs anciens opposants. Mais ces "alliés" n'ont rien oublié et rien pardonné: Sihanouk déteste Son Sann, son ancien mentor qui a comploté contre lui; il haït Pol Pot dont le régime a assassiné plusieurs de ses enfants; le fascisant Son Sann exècre le "communisme" (depuis longtemps renié) des Khmers rouges. Les troupes des différentes factions rivales se sont affrontées mutuellement dans la région frontalière. Elles ne continuent à exister que comme pantins des staliniens chinois et des impérialistes américains.

Depuis le début, la guerre larvée qui se déroule à la frontière thaïlandaise est soutenue par les Etats-Unis dans le cadre de leur course à la guerre antisoviétique mondiale, dont une des composantes est une intention délibérée de saigner le Vietnam à

blanc. Le Vietnam, qui a battu l'impérialisme américain sur le champ de bataille et s'aligne maintenant militairement avec l'Union soviétique, est pris pour cible par les Etats-Unis qui cherchent à l'étrangler. Depuis le rapprochement de Nixon avec la Chine, les dirigeants staliniens chinois se sont joints à l'impérialisme US dans sa campagne antisoviétique, et la Chine fournit aux réactionnaires khmers grenades, lance-roquettes, mortiers, fusils et mitrailleuses.

Aujourd'hui comme souvent dans le passé, les staliniens chinois ont répondu aux succès des Vietnamiens par une agression militaire. Le 18 janvier dernier, les Vietnamiens ont annoncé le déclenchement, trois jours plus tôt, de combats et de pilonnages d'artillerie intenses le long de la frontière sino-vietnamienne. Et la menace contre le Vietnam ne vient pas seulement de la Chine et de la clique de Pol Pot. Des *contras* vietnamiens, dont beaucoup opèrent à partir des Etats-Unis, ont à de nombreuses reprises essayé de s'infiltrer au Vietnam.

Les Vietnamiens ont été obligés, pour leur propre sauvegarde, de libérer le peuple kampuchéen de la terreur de Pol Pot et de le sauver

du génocide. Mais en dépit de la théorie impérialiste des "dominos", ils ne suivent pas un programme d'internationalisme prolétarien. Au contraire, ils cherchent, avec les oeillets nationalistes du stalinisme, à préserver le statu quo à travers la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme US et les Etats bourgeois de l'Asie du Sud-Est regroupés dans l'ASEAN. Ainsi, un récent communiqué des ministres des affaires étrangères des trois pays d'Indochine a appelé à des négociations sur le Kampuchéa, y compris avec l'ASEAN et les Etats-Unis, pour mettre au point le retrait des forces vietnamiennes, l'exclusion de la clique de Pol Pot, la tenue d'"élections générales libres en présence d'observateurs étrangers" et des garanties qu'aucun Etat n'autorisera l'utilisation de son territoire contre d'autres pays. Pourtant, l'expérience historique, depuis les tentatives occidentales pour étrangler la jeune Révolution bolchévique et la course à la guerre antisoviétique, sous la direction des Etats-Unis qui ont pris en particulier pour cible le Vietnam, il est clair que les impérialistes et leurs acolytes n'accepteront jamais les révolutions qui ont renversé l'exploitation capitaliste.

Assiégés de toutes parts, les dirigeants vietnamiens tiennent à préserver de bonnes relations (ou au moins des relations tout court) avec la France de Mitterrand. Mais l'impérialisme français est un allié fidèle du va-t-en-guerre de la Maison Blanche dès qu'il s'agit de "refouler le communisme", que ce soit en Afghanistan, en Pologne ou en Indochine; et ses relations "privilégiées" avec le Vietnam sont strictement subordonnées au soutien enthousiaste qu'il accorde aux préparatifs de guerre antisoviétique de l'OTAN. Quand, en octobre 1983, l'assemblée de l'ONU votait pour décider si la délégation de la clique de Pol Pot devait continuer à usurper le siège du Kampuchéa à l'ONU, l'ambassadeur français s'est abstenu, favorisant ainsi le maintien en place des Khmers rouges soutenus par les Etats-Unis.

Plutôt que d'espérer que les colons thaïlandais et le Pentagone se joignent au Vietnam contre les "hégémonistes chinois", la seule

Suite page 14

## La LCR hurle avec les loups

Le 18 décembre dernier, un tribunal d'Ho-Chi-Minh-Ville condamnait à mort cinq hommes accusés d'espionnage et d'avoir tenté d'organiser des attentats contre des diplomates français et soviétiques; depuis, trois d'entre eux ont été exécutés; le 26, dans la ville de Song-be, c'était le tour de trois ex-officiers de l'armée du maréchal Thieu, détenus depuis 1975 dans un camp de rééducation, et accusés d'avoir cherché à constituer une organisation réactionnaire à l'intérieur de leur camp. En France, seuls quelques-uns des plus discrédités des renégats professionnels de l'anticommunisme, dont Le Roy Ladurie et Todd, se sont mobilisés pour dénoncer à cette occasion le "goulag vietnamien". Même s'il était gêné par le caractère réactionnaire trop évident de ces cinq individus pour se lancer dans l'hystérie anticommuniste, le gouvernement impérialiste de Mitterrand, tout en multipliant les pressions diplomatiques, a mené une véritable campagne contre le Vietnam en se

faisant le champion de leur grâce.

Mais les soi-disant "trotskystes" de la LCR n'ont eu aucun scrupule. Dans un article intitulé "Faut-il hurler avec les loups?" (*Rouge* n° 1142, 10-16 janvier), un dénommé Louis Couturier, après avoir expliqué qu'"il est également vraisemblable que tout n'était pas faux dans l'acte d'accusation d'Hanoï: certains des accusés semblaient réellement en liaison avec des groupes vietnamiens préparant de l'étranger des actions armées", compare sans hésiter ces procès avec les procès de Moscou: "Quand d'une voix bredouillante, il [l'accusé] s'est sincèrement repenti de ses crimes, on pouvait imaginer en filigrane le sinistre cortège des 'repentins sincères' de Zinoviev à Slansky." Faire cette comparaison, c'est adopter le point de vue du philistin libéral ou social-démocrate pour qui il n'y a aucune différence entre la condamnation d'un militant révolutionnaire et celle d'un partisan de la contre-révolution, pour

qui il n'y a là rien que des atteintes aux "droits de l'homme". Eh bien! non, messieurs: il y a toute la différence du monde: les procès de Moscou ont marqué la consolidation de la bureaucratie stalinienne par l'élimination physique de toute la génération de "vieux bolchéviks", de révolutionnaires professionnels, qui avaient fait la révolution d'Octobre. C'était une tragédie pour la révolution mondiale.

Mais le sieur Couturier ne pense pas à la révolution mondiale, il se préoccupe de ce que penseront de lui ses amis du PS et de la CFDT: "Comment alors protester lorsque des dictatures ou des régimes pseudo-démocratiques condamnent à mort des communistes?" Et cet individu de terminer sur ce cri du coeur: "Quels que soient les hurlements des loups, il faut lutter contre ces méthodes [les procès] en sachant qu'elles seront utilisées demain lorsque le mécontentement populaire donnera naissance à un Solidarnosc vietnamien."

## Défendre, compléter, étendre la révolution !

# Les élections au Nicaragua et le chantage yankee

Dans les cent dernières années, plus de 200000 Nicaraguayens sont morts au combat pour libérer leur patrie. Dans cette même période, les forces armées américaines sont intervenues quatorze fois dans ce pays d'Amérique centrale. Pendant soixante-dix ans, de 1909 à 1979, le Nicaragua a été presque continuellement occupé par les Marines ou gouverné par des fantoches installés par les Etats-Unis. Et durant toutes ces années, ils ont organisé des "élections". Dans les années vingt, on ne s'en cachait pas: les lois électorales étaient élaborées directement par Washington, qui choisissait aussi les candidats et le vainqueur. Le dictateur Somoza, qui gouvernait le Nicaragua comme une chasse gardée, avait compris que pour plaire à ses maîtres impérialistes "démocrates", il devait périodiquement arranger des élections truquées. Et depuis que cette dynastie sanginaire a été renversée par une révolte populaire il y a cinq ans, Ronald Reagan ne cesse de dénoncer le fait que le FSLN "n'a pas été élu" au gouvernement. Mais lorsque le FSLN a décidé de battre les impérialistes yankees à leur propre jeu, les Etats-Unis ont fait tout ce qu'ils ont pu pour saboter "les premières élections libres dans l'histoire du Nicaragua".

"Des élections à la soviétique", prétend Reagan. Washington veut discréditer les élections nicaraguayennes pour préparer le terrain à une intervention américaine contre le "sandino-communisme". Et l'opposition conservatrice au Nicaragua, les médias libéraux aux Etats-Unis, les sociaux-démocrates européens, ont ajouté de l'eau au moulin en demandant le report des élections jusqu'en 1985. Plus des trois-quarts des électeurs inscrits au Nicaragua sont allés voter (alors que seulement la moitié l'a fait aux Etats-Unis), et pourtant le département d'Etat a déclaré que ce n'est qu'un "show pour les sandinistes". A peu près toutes les sortes de partis politiques imaginables y ont participé, y compris trois partis ouvertement pro-capitalistes. Mais les Américains considèrent tout de même que les élections sont "non représentatives" parce que le candidat de l'Oncle Sam,

José Arturo Cruz, un banquier qui vit depuis trente ans à Washington et qui parle mieux l'anglais que l'espagnol, a boycotté les élections sur instructions de la CIA!

Quand les Nicaraguayens sont allés voter le 4 novembre, c'était en plein milieu d'une guerre contre une armée de mercenaires "made in USA" formée d'anciens gardes de Somoza. Durant les trois premières semaines d'octobre, il y a eu 92 confrontations entre l'armée et les envahisseurs contre-révolutionnaires, faisant deux cent cinquante morts parmi les *contras* et quatre-vingts chez les Nicaraguayens. Le lendemain des élections, le ministre nicaraguayen des postes, Enrique Schmidt Cuadra, fut tué à la tête d'un détachement spécial combattant les *contras*. Les gangsters somozistes que Reagan appelle "combattants de la liberté" avaient explicitement pour cible les élections quand ils appliquaient les instructions du "manuel du crime" de la CIA pour "l'utilisation sélective de la violence" contre les populations. Et pour semer la panique dans la population, un avion espion américain perçait le mur du son au-dessus des villes nicaraguayennes.

Les médias libéraux se sont joints au gouvernement Reagan pour dénoncer les élections nicaraguayennes. "Seuls les naïfs pensent que les élections de dimanche au Nicaragua étaient démocratiques ou qu'elles donnaient une preuve de la popularité des sandinistes", déclarait le *New York Times* dans un éditorial du 7 novembre [1984]. Le résultat des élections dément ses affirmations. Les électeurs avaient le choix entre sept partis et deux tiers (67%) des bulletins se sont portés sur les candidats du FSLN. Le Parti conservateur démocrate (PCD) venait en deuxième position avec 14% des voix, les libéraux indépendants (PLI) en troisième avec 10%, le Parti populaire des sociaux-chrétiens a eu 6% et trois petits partis de gauche ont eu chacun un peu plus de 1%. De plus, environ 7% des votes étaient blancs ou nuls parce qu'en faveur de la Coordinadora democratica, coalition soutenue par les *contras* et la CIA et qui a boycotté les élections.

Dès qu'elles ont été annoncées en février dernier, les élections nicaraguayennes ont été subordonnées à la confrontation entre les sandinistes radicaux-nationalistes et l'Amérique de Reagan. Au départ, leur but était de gagner une "légitimité" aux yeux du congrès américain contrôlé par les Démocrates et aux yeux de l'Europe. Mais au fur et à mesure que s'accroissait la pression de Washington pour repousser ces élections, le simple fait de les maintenir devenait un acte de défiance envers l'impérialisme yankee. Pourtant, cela n'a finalement apporté aucune marge de manoeuvre à la révolution nicaraguayenne. Au contraire, les élections ont fourni une plateforme à la contre-révolution intérieure et ont créé des institutions parlementaires bourgeoises qui seront à l'avenir un obstacle aux avancées révolutionnaires. Et comme si cela ne suffisait pas, à la veille des élections, le FSLN a entamé un "dialogue national" incluant les boycotteurs de la Coordinadora soutenue par la CIA. Immédiatement après, les USA ont créé une situation de crise de guerre sur de mythiques Mig qui seraient arrivés à Managua.

Au rassemblement sandiniste pour la clôture des élections, le coordinateur de la junte (aujourd'hui prési-

1er mai 1984 au Nicaragua: des manifestants affirment "chaque travailleur, un défenseur de la patrie."



dent), Daniel Ortega, s'est exclamé devant une foule estimée à 300000 personnes: "Nous devons être prêts à nous battre dans les rues de Managua contre les Américains avec des fusils, des pierres, des machettes." La foule répondit par le cri de guerre de la révolution espagnole: "No pasaran". Ils ne passeront pas! Mais en Espagne, les franquistes sont passés, car les stalinistes bloquaient la révolution prolétarienne à chaque pas, liant politiquement les ouvriers à la république bourgeoise. Les élections sandinistes et la preuve d'un soutien populaire à la révolution ne stopperont pas les terroristes *contras*. Ce qu'il faut, c'est une mobilisation des ouvriers et des paysans pour défendre le Nicaragua de la seule manière possible: en parachevant et étendant la révolution.

### DE LA REVOLUTION AUX ELECTIONS

La révolution nicaraguayenne a été déclenchée par les sandinistes, mais la lutte armée qui a finalement renversé "Somozalandia" était beaucoup plus que celle de quelques milliers de guérilleros. La république espagnole a eu son Guernica -- le Nicaragua en a eu quatre: les villes de Leon, Esteli, Masaya et Chinandega ont été détruites par de sauvages attaques de la Garde nationale et des bombardements aériens. Ce sont les ouvriers et les pauvres qui, en se soulevant à Managua, ont remporté la victoire: ils ont résisté à la Garde durant trois semaines, puis ont effectué une retraite en masse à plusieurs milliers pour revenir à l'attaque et prendre d'assaut l'infâme bunker de Somoza, et ce, 24 heures avant que les troupes sandinistes entrent dans la capitale. On pouvait lire sur les panneaux d'affichage, en référence à un poème de Carlos Fonseca Amador, fondateur du FSLN, "l'aube a cessé d'être une tentation" -- un jour nouveau avait commencé.

Ce qui s'est produit au Nicaragua en juillet 1979, c'est une gigantesque révolution politique qui a renversé le régime d'une seule famille et

qui a donc eu des conséquences sociales importantes dès le départ. L'Etat capitaliste a été détruit au moment où la garde prétorienne de Somoza passait les frontières pour tenter d'échapper à la colère de ses victimes. Un gouvernement petit-bourgeois qui n'était lié ni à des formes de propriété capitalistes, ni à des formes de propriété prolétariennes, a pris le pouvoir à sa place. Au départ, l'ex-"opposition" bourgeoise s'est alliée aux sandinistes victorieux. Ils étaient tous pour une politique "d'économie mixte, de pluralisme politique et de non-alignement". Mais au fur et à mesure que le FSLN résistait aux pressions que faisait l'impérialisme pour étrangler la révolution, ses alliés capitalistes l'abandonnaient.

Alfonso Robelo, à l'origine membre de la "junte de gouvernement de reconstruction nationale" avec le FSLN, est aujourd'hui un des leaders *contras*. Arturo Cruz, autre ex-membre de la junte, est devenu le "non-candidat" de la CIA. Virgilio Godoy, du PLI, qui s'est appliqué à saboter la campagne électorale, était ministre du travail jusqu'en février dernier. Aucun de ces gens n'était un leader politique éminent avant que le FSLN n'en fasse des symboles de la "bourgeoisie patriotique". Les sandinistes ont créé cette opposition bourgeoise pour donner une consistance à leur tentative de trouver une "troisième voie" entre la révolution socialiste et la contre-révolution sanglante.

La presse américaine prétend que les élections ne sont pas "représentatives" et qu'elles sont une "farce" parce qu'il n'y a pas de "candidat de l'opposition important", mais les Nicaraguayens ont largement eu l'occasion de voter pour la contre-révolution "démocratique". Les libéraux indépendants, qui ont scissionné du parti de Somoza il y a quarante ans, ont fait campagne pour la "réconciliation nationale" y compris avec les mercenaires *contras*. Les conservateurs démocrates se sont ouvertement faits les porte-parole des capitalistes, déclarant que le Nicaragua "devrait



Le dirigeant sandiniste Ortega durant la campagne présidentielle.

être gouverné par des hommes d'affaires dans leur propre intérêt". Le PCD a eu l'audace de faire appel à ceux qui en avaient assez de la guerre en disant: "Mr Reagan, ou tout autre Reagan qui sera élu président des Etats-Unis, continuera la guerre" jusqu'à ce que le FSLN soit chassé, mais, si les conservateurs sont élus, les combats cesseront immédiatement (*Barricada Internacional*, 11 octobre 1984).

Durant cette période, l'ambassade des Etats-Unis à Managua faisait toutes les pressions possibles et soudoyait tant qu'elle pouvait quiconque était prêt à se vendre. Fin octobre, Godoy, porte-parole du PLI, retirait sa candidature après avoir reçu la visite de l'ambassadeur des Etats-Unis le pressant de ne pas se présenter. Mais le candidat à la vice-présidence du PLI refusa de se retirer et les militants élevèrent des objections, et aucun autre candidat ne démissionna. Une semaine plus tard, les dirigeants du Parti conservateur démocrate ont tenté la même manœuvre, mais ils ont essuyé un échec à leur congrès. Cordova Rivas, dirigeant du PCD et membre de la junte, déclara que les Etats-Unis avaient offert à ceux qui voudraient boycotter les élections "tout l'argent qu'ils voulaient" pour retirer leur candidature. Jugeant ces fantoches à louer à leur juste valeur, les sandinistes ont augmenté leur bakchich et élevé de quelques milliers de dollars la subvention gouvernementale pour la campagne électorale.

#### LES SANDINISTES ESSAIENT DE TROUVER LA VOIE INTERMEDIAIRE

Dans ces dernières élections, le FSLN a fait campagne pour un "plan de lutte" dont l'axe central est la défense de la souveraineté du Nicaragua et "l'institutionnalisation" de la révolution. Ce programme tente en vain d'être un pont entre les deux alternatives fondamentales: la révolution sociale ou la contre-révolution sanglante. Ils parlent de "pouvoir du peuple", mais viennent d'élire une assemblée parlementaire dans laquelle la réaction est bien représentée. Le FSLN s'engage dans sa plate-forme à "approfondir la révolution sociale et économique qui a déjà été lancée" et, dans la phrase suivante, parle de "consolider notre modèle de développement économique indépendant". Ce n'est pourtant qu'en expropriant la bourgeoisie, qu'en remplaçant l'économie capitaliste "mixte" par la production socialisée, que le pouvoir de la cinquième colonne capitaliste pourra être brisé.

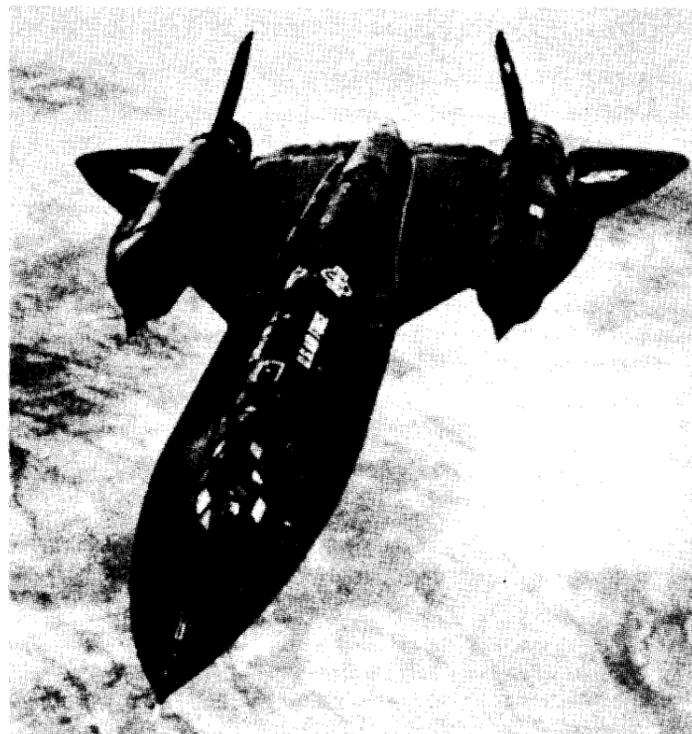
A ce jour, la réforme agraire des sandinistes n'a pas dépassé les 20% de terres qui appartenaient à Somoza et ses fidèles ainsi qu'aux quelques propriétaires qui ont fui le pays. Les gros propriétaires terriens, en particulier les planteurs de coton et les koulaks producteurs de café et de tabac, restent intouchés. Ces couches sociales sont à la fois les principaux producteurs pour le commerce extérieur du Nicaragua et le principal point d'appui des terroristes *contras* à la campagne. Dans les villes, la plupart des industries sont encore aux mains du privé. Etant donné la terreur *contra* et le boycott impérialiste, la pénurie est partout et l'inflation a fait dramatiquement baisser le niveau de vie des ouvriers (moins 13% en 1982, auxquels s'ajoutèrent encore moins 25% en 1983). Et les salaires sont bloqués depuis cinq ans. Il en résulte un mécontentement non seulement des ménagères petites-bourgeoises qui peuvent se permettre, elles, d'envoyer leurs bonnes payer des prix exorbitants au marché noir, mais aussi dans la classe ouvrière. Ce mécontentement a été étouffé avec l'interdiction des grèves sous l'état d'urgence mis en place depuis trois ans.

Mais lorsque l'interdiction des grèves a été levée pendant la campagne électorale, on a vu des grèves éclater un peu partout. La plus importante a duré cinq jours, en août dernier; 1600 ouvriers de la brasserie d'Etat Victoria demandaient une augmentation de salaire de 100%. Les grévistes ont repris le travail

après des menaces de poursuites judiciaires de la part du ministère du travail. Au même moment, les métallurgistes de METASA à Managua se sont aussi mis en grève. En riposte, la fédération syndicale sandiniste a tenu un meeting de plusieurs centaines de militants syndicaux pour dénoncer les attitudes "économistes" des ouvriers et s'opposer aux grèves. A l'étranger, les fans du FSLN se sont aussi faits les apologistes du cassage des grèves. Le *Militant*, journal du Socialist Workers Party, le 2 novembre [1984]: "Une assemblée d'ouvriers décourage les grèves dans les conflits industriels." *Front Line*, ex-maoïste, le 29 octobre [1984]: "Les ouvriers nicaraguayens ont la plus haute forme de démocratie syndicale." Essayez un peu de faire avaler ça aux travailleurs de la brasserie Victoria ou de METASA!

La plate-forme des sandinistes essaie de défendre la révolution anti-Somoza en "gelant" les conditions sociales actuelles totalement contradictoires. Aujourd'hui, des étudiants récoltent bénévolement le café, protégés par des miliciens armés de fusils d'assaut AK 47 soviétiques, pour des propriétaires terriens qui financent les terroristes *contras* avec les profits, afin que le gouvernement du FSLN puisse amasser suffisamment de dollars pour rembourser aux banques new-yorkaises la dette contractée en grande partie par le dictateur Somoza! Cette situation ne peut pas durer. Cela conduit inévitablement à la conciliation avec la réaction. Et c'est pourquoi, alors que Mgr Vega, chef de l'Eglise catholique nicaraguayenne, condamne en termes à peine voilés le régime sandiniste, le gouvernement gracie le Père Pena arrêté en juin dernier avec une valise pleine de propagande *contra*, d'explosifs et un drapeau du Vatican. Ou bien, alors que les femmes sont le fer de lance d'actions de masse -- comme par exemple les "Mères des héros et martyrs" qui ont accueilli le pape Wojtyla avec des "Nous voulons la paix" lors de sa visite l'an dernier --, le plan du FSLN est de "défendre la famille nucléaire", instrument fondamental de l'oppression des femmes.

L'acceptation par le Nicaragua du traité de "paix" élaboré par le groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela)



Le "Blackbird", oiseau noir de la mort. L'avion espion, le SR-71, prépare une attaque contre le Nicaragua. Les sandinistes ont besoin de missiles anti-aériens perfectionnés.

était un morceau important de la campagne électorale des sandinistes, au bénéfice des impérialistes libéraux. Les puissances régionales bourgeoises du groupe de Contadora, qui craignent à juste titre qu'une invasion américaine ne provoque de graves remous en Amérique centrale, cherchent à empêcher la conflagration révolutionnaire d'une manière pacifique -- elles offrent au FSLN une chance de rester au pouvoir s'il trahit la révolution salvadorienne. Les sandinistes ne demandent pas mieux. Daniel Ortega a même demandé "des patrouilles conjointes des armées du Honduras et du Nicaragua" pour "contrôler le trafic d'hommes et d'armes du territoire nicaraguayen

au Salvador, de même que du territoire hondurien au Nicaragua" (*Wall Street Journal*, 13 août 1984). Ortega fait cette proposition tout en sachant très bien que le Nicaragua a cessé tout envoi d'armes aux rebelles salvadoriens depuis 1981. Mais cela en soi est une trahison -- et non un bien comme les impérialistes libéraux voudraient le faire croire --, et c'est une trahison suicidaire.

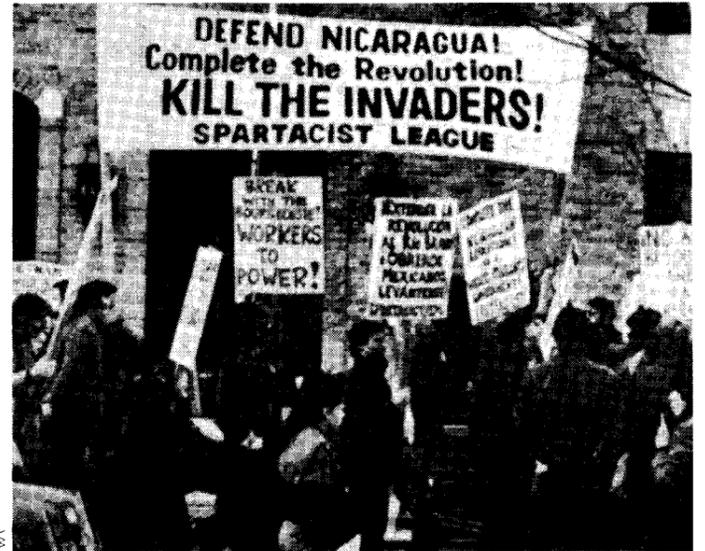
#### DEFENDRE, PARACHEVER ET ETENDRE LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE

Les sandinistes sont loin d'être les "sandino-communistes" imaginés par les reaganiens. Ils sont loin d'appeler à la "révolution sans frontières" comme voudrait le laisser croire

classes sociales et c'est pourquoi il faut que l'économie mixte continue", déclare le dirigeant du PSN, Domingo Sanchez Salgado (*Barricada Internacional*, 10 septembre 1984). Il semble que Sanchez Salgado cherche à faire concurrence au stalinien cubain Blas Roca qui, en août 1960 (à la veille de l'expropriation de la bourgeoisie cubaine et impérialiste par Castro), déclarait: "L'entreprise privée [...] est encore nécessaire."

Le Parti communiste du Nicaragua (PCN) est une scission du PSN, également sur une ligne pro-Moscou (bien que Moscou préfère le FSLN et le PSN). Il fait quelques critiques de gauche de la réforme agraire du FSLN, mais n'appelle qu'à un "gouvernement démocratique et

New York, mars 1983 -- nos camarades américains manifestent contre les *contras* soutenus par la CIA.



la "Madame Nhu" de l'Amérique, Jeane Kirkpatrick. Le FSLN est exactement ce qu'il prétend être: un mouvement de libération nationaliste radical acculé. Ce n'est que par instinct d'autopréservation que les sandinistes pourraient aller plus loin qu'ils en ont l'intention sous la pression meurtrière de l'impérialisme yankee. Et même à ce moment-là, le résultat serait au mieux un régime nationaliste bonapartiste -- un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé sur le modèle cubain. Aujourd'hui, toute concession à la réaction capitaliste met en danger la survie même de la révolution. Pour qu'une "aube nouvelle" se lève pour les masses

patriotique", autrement dit, en bons stalinien, ils sont pour une révolution par étapes et veulent se limiter rigide dans l'étape actuelle à des réformes bourgeoises. "Le Nicaragua est un pays capitaliste et la constitution que nous élaborons le reflétera", déclarait l'un des deux députés du PCN (*New York Times*, 18 novembre 1984). Tout cela, alors que chaque jour la logique de la lutte des classes pousse vers la confrontation avec la bourgeoisie sois-disant "patriotique" qui joue de plus en plus le rôle d'instrument de la CIA!

Les stalinien "mous" du PSN ont fait cause commune avec les libéraux bourgeois, mais les stalinien "durs" du PCN se sont opposés aux élections parce qu'elles se "pliaient" aux exigences de l'impérialisme US, de la bourgeoisie nationale et des forces locales réactionnaires". Pâs mal de "durs" du Front sandiniste partageaient aussi cette position. Il est tout à fait vrai que les élections du 4 novembre ont été organisées pour calmer l'opinion bourgeoise impérialiste. Les léninistes soulignent que c'est la question de classe qui est la clé. Ce qu'il faut au Nicaragua, c'est un régime soviétique basé sur la démocratie ouvrière qui mène à bien une révolution socialiste. Nous, trotskystes et léninistes, combattons pour un programme de révolution permanente dans toute l'Amérique centrale, pour des gouvernements ouvriers et paysans qui exproprient la bourgeoisie.

La très petite Liga Marxista Revolucionaria (LMR), les partisans de Nahuel Moreno, aventurier argentin pseudo-trotskyste (qui avait organisé la brève escapade de la Brigade Simon Bolivar au moment de l'insurrection de 1979), a protesté contre le fait qu'elle a été tenue à l'écart des élections. Les marxistes s'opposent à l'exclusion de toute tendance ouvrière des élections au Nicaragua, tout comme nous avons protesté lorsque les sandinistes ont arrêté des militants de gauche. La LMR moréniste a une histoire politique assez zigzagante; elle a appelé à une assemblée constituante au moment où c'était le cri de guerre de l'opposition capitaliste d'extrême droite contre les sandinistes. Pourtant aujourd'hui, d'après ses partisans aux Etats-Unis, la LMR appelle à un "gouvernement ouvrier formé des conseils de délégués d'usine, des paysans, des soldats et de la milice" (*El Bolchevique*, septembre-octobre 1984).

New-York -- La Spartacist League (SL), section américaine de la tendance spartaciste internationale, et son organisation de jeunesse, la Spartacus Youth League (SYL), viennent de gagner une action en justice engagée contre le FBI, où nous affirmions que les "Guidelines for Domestic Security/Terrorism Investigations" [Directives pour les enquêtes sur la sécurité intérieure et le terrorisme] publiées en 1983 par l'Attorney General exposaient nos organisations à une répression meurtrière de la part de l'Etat en assimilant de façon mensongère la propagande marxiste à une activité criminelle et au terrorisme. Dans le règlement conclu à la Federal District Court de New-York le 30 novembre, le FBI reconnaît la validité de l'argument central de notre action en justice -- que les marxistes ne sont pas des terroristes criminels.

L'ancienne définition utilisée par le FBI (voir encadré) attribuait à la SL, de façon malveillante, une intention de conspirer au renversement par la violence du gouvernement américain. La nouvelle définition acquise à l'issue du règlement du tribunal décrit exactement la SL pour ce qu'elle est: une organisation politique marxiste. Elle se termine en rappelant que la SL/SYL "a fait l'objet d'une enquête de sécurité intérieure du FBI. Cependant, cette enquête a été arrêtée en 1977 et n'a abouti à aucune poursuite judiciaire".

Notre action en justice a été la première mise en cause directe, au niveau légal, des nouvelles "directives sur la sécurité intérieure et le terrorisme". Le résultat de ce procès représente un coup modeste, mais réel, contre la campagne maccarthyste visant à criminaliser l'opposition politique au gouvernement, et c'est une importante victoire pour tous ceux qui défendent les droits démocratiques. De manière plus directe, c'est une victoire pour tous les militants passés, actuels ou futurs de la SL/SYL, ses sympathisants, ses abonnés, leurs familles et leurs amis. En défendant de façon consciente nos propres intérêts, nous sommes à l'avant-garde de la lutte pour les libertés civiques.

Nous n'avons aucune illusion: la police secrète du gouvernement n'a pas arrêté et n'arrêtera pas de harceler, infiltrer et liquider ceux qu'ils considèrent comme des opposants politiques, que ce soient

des marxistes comme nous, des Noirs se mobilisant contre l'apartheid en Afrique du Sud, des jeunes protestant contre les préparatifs de guerre yankees en Amérique centrale ou des travailleurs en grève. La bourgeoisie, qui est incapable de nourrir ceux qui ont faim ou de donner un emploi aux chômeurs, qui sacrifie tout vestige de rationalité à son insatiable soif de profit et à son désir de mener une guerre nucléaire contre l'Union soviétique, nous ressert l'épouvantail du mouvement révolutionnaire présenté comme un complot criminel. En répétant assez souvent ce grand mensonge, elle a l'intention de discréditer les marxistes aux yeux des masses et de créer dans l'opinion un climat favorable à sa chasse aux sorcières.

La SL et la SYL n'ont rien de groupes de conspirateurs; les plans conspiratoires, terroristes, barbouziers, sont les moyens ordinaires des terroristes du FBI et de la CIA, qui jouissent du soutien de l'Etat. Nous écrivions dans *Workers Vanguard* (n° 151, 1er avril 1977): "Quel scandale que le FBI, qui fait son sale boulot en secret, puisse nous taxer de ne pas préparer 'ouvertement' de 'renverser le gouvernement par la violence'. En fait, le gouvernement capitaliste n'est pas 'renversé' par la violence ou sans violence. En fait, il est historiquement probable que dans une situation révolutionnaire il ne puisse guère y avoir de gouvernement à 'renverser', et probablement pas ce gouvernement sous sa forme actuelle [...]. Toute organisation satisfaisant à la définition conspiratrice du FBI devrait être un groupe de psychopathes suicidaires."

## Victoire de la SL/US contre le FBI

# Les marxistes ne sont pas des terroristes

La SL a publié et publie des journaux et des brochures marxistes, ainsi que la série des *Marxist Bulletin* qui relate les vingt ans d'histoire de notre mouvement -- et cela lui a demandé beaucoup d'efforts. Nos écrits et nos actions, depuis les efforts pour construire des piquets

la bourgeoisie et la presse bourgeoise affirment avec insistance que l'oeuvre de toute notre vie est en réalité une façade habilement construite pour abuser les gens et dissimuler nos prétendus sinistres objectifs putschistes. Rappelons-nous le témoignage du camarade Trotsky devant



New York -- Les représentants de la SL, de la SYL et du PDC annoncent la victoire dans le procès contre le FBI.

de grève qui signifient "on ne passe pas" jusqu'aux mobilisations ouvrières/noires de masse contre les fascistes, ne sont un secret pour personne. Quelque deux décennies de travail public et de publications témoignent de nos intentions: construire un parti ouvrier de masse afin de lutter pour un gouvernement ouvrier. Et pourtant

la commission Dewey où, contre les calomnies staliniennes l'accusant d'être un agent d'Hitler et du Mikado, il expliquait avec une ironie mordante: "Les deux domaines de mon activité, le public et le secret, sont donc extrêmement disproportionnés. Mon activité publique, c'est-à-dire hypocrite et destinée au seul camouflage de l'autre, aurait été quantitativement et, j'ose le croire, qualitativement mille fois plus grande que mon activité secrète, c'est-à-dire 'véritable'. J'aurais construit un gratte-ciel pour cacher un rat crevé. Ce n'est guère convaincant" ("Déclaration devant la commission préliminaire d'enquête à Coyoacan", *Oeuvres*, tome 13).

En tant qu'organisation ouvrière marxiste, notre succès dépend entièrement de la diffusion la plus ouverte et la plus large possible de nos positions. Ce fait, la bourgeoisie l'a même, à l'occasion, reconnu. Au cours d'une conférence prononcée en 1972 à l'université de Harvard, l'ex-ambassadeur à l'ONU et maintenant sénateur américain Daniel Patrick Moynihan faisait une comparaison favorable entre la SYL et les autres militants de gauche présents dans l'assistance, parce que nos camarades "naviguent sous leurs propres couleurs". Moynihan citait une déclaration proclamant nos objectifs: "[...] développer de jeunes radicalisés afin qu'ils deviennent des militants communistes pour la vie, et construire une organisation de jeunesse socialiste qui puisse intervenir dans toutes les luttes sociales avec un programme révolutionnaire basé sur les positions politiques de Marx, Lénine et Trotsky." Et il concluait: "Il est sans aucun doute pervers d'agir ainsi, mais je trouve que ceci est une honorable déclaration d'intention" (*Commentary*, décembre 1972).

### LES SUCCES DE LA SL CONTRE LE NOUVEAU MACCARTHYSME

Reagan et les Démocrates veulent la guerre contre l'URSS, et cela nécessite une guerre contre toutes les oppositions aux Etats-Unis. Chaque chasse aux sorcières a son caractère

## Le FBI revient sur sa "définition" calomnieuse

Nous avons traduit ci-dessous les deux définitions de la Spartacist League (SL) utilisées par le FBI (en haut: l'ancienne; en bas: la nouvelle). L'ancienne définition utilisée depuis vingt ans par le FBI employait le langage typique de la chasse aux sorcières, en prétendant que la SL "ne préconise pas ouvertement le renversement du gouvernement américain par la violence en ce moment" (souligné par nous); cette définition attribuait à la SL, de façon mensongère, une intention de conspirer à renverser par la violence le gouvernement américain. Dans le règlement hors tribunal qui a mis fin à l'action judiciaire engagée par la SL, le FBI a accepté de remplacer sa définition de la Spartacist League et de la Spartacus Youth League par une formule qui décrit exactement la SL comme ce qu'elle est: une organisation politique marxiste. De ce fait, le FBI admet la validité de l'argument central de l'action judiciaire intentée par la SL, à savoir qu'on ne peut pas assimiler les principes politiques marxistes et la propagande en faveur de ces principes avec la violence, le terrorisme ou une activité criminelle.

The Spartacist League (SPL), founded in 1965 by former members of another Trotskyist-communist organization, advocates the destruction of the capitalist system and the creation of a workers class system and a workers class society. The SPL national headquarters is located in New York City. While the SPL does not openly advocate the violent overthrow of the U.S. Government at this time or violations of other Federal or state laws, the SPL does believe that eventual violent revolution in the U.S. is inevitable. The objective of the SPL is to organize a membership to take action to precipitate such a revolution when conditions are ripe and to direct and seize control of the revolution when it occurs.

The Spartacist League (SPL), a Marxist political organization, was founded in 1966. The historical and theoretical roots of the SPL derive from the early Communist Party, U.S.A. and the Socialist Workers Party. The immediate precursor of the SPL was the Revolutionary Tendency of the Socialist Workers Party. The SPL has an official youth section named the Spartacus Youth League.

The SPL was once the subject of an FBI domestic security investigation. The investigation was closed in 1977, however, and it did not result in any criminal prosecution.

La Spartacist League (SPL), fondée en 1965 par d'anciens membres d'une autre organisation communiste/trotskyiste, préconise la destruction du système capitaliste et la création d'un système de classe ouvrier et d'une société de classe ouvrière. Le quartier général national de la SPL se trouve à New-York. Si la SPL ne préconise pas ouvertement le renversement du gouvernement américain par la violence en ce moment ou la violation d'autres lois des Etats ou lois fédérales, la SPL pense qu'il est inévitable que se produise une révolution violente pour renverser le système capitaliste actuel de gouvernement aux Etats-Unis. L'objectif de la SPL est d'organiser ses membres pour agir afin de hâter le déclenchement d'une telle révolution quand les conditions seront mûres et de diriger la révolution et en prendre le contrôle quand elle se produira.

La Spartacist League (SPL), une organisation politique marxiste, a été fondée en 1966. Les racines historiques et théoriques de la SPL proviennent du Parti communiste des USA des premiers temps et du Socialist Workers Party. Le précurseur immédiat de la SPL a été la Revolutionary Tendency du Socialist Workers Party. La SPL a une section de jeunesse officielle qui s'appelle la Spartacus Youth League.

La SPL a fait l'objet d'une enquête de sécurité intérieure du FBI. Cependant, cette enquête a été arrêtée en 1977 et n'a abouti à aucune poursuite judiciaire.

propre, et aujourd'hui la deuxième guerre froide a besoin d'un nouveau type de maccarthysme -- elle a besoin des méthodes militaires directes du tristement célèbre COINTELPRO [Programme de contre-espionnage], qui a permis au gouvernement de littéralement massacrer le Black Panther Party, combinées aux critères idéologiques de la dernière guerre froide. Les "directives sur la sécurité intérieure et le terrorisme" codifient ce que nous avons appelé le "maccarthysme l'arme au poing".

Pour défendre nos organisations, nos sympathisants et militants et les droits dont jouit actuellement le mouvement ouvrier tout entier, nous avons engagé et gagné un certain nombre d'actions en justice importantes contre la chasse aux sorcières de la deuxième guerre froide. En juin 1980, Jane Margolis, militante syndicale et partisane bien connue de la SL, recevait du Secret Service une lettre d'excuses et 3500 dollars pour l'avoir traitée comme une terroriste. En 1979, elle avait en effet été traînée hors de la salle où se tenait la conférence nationale du syndicat CWA [Communications Workers of America, le syndicat des télécommunications], à laquelle elle assistait en tant que déléguée élue; on lui avait ensuite passé les menottes et on l'avait retenue pour l'empêcher de critiquer le président d'alors, Jimmy Carter, qui s'adressait à la conférence. Peu après, la SL engageait un procès contre George Deukmejian, alors Attorney General de Californie, qui avait fait figurer la SL dans le chapitre "Terrorisme: la gauche" de son rapport de 1979 sur le crime organisé. Dans le règlement obtenu au cours de ce procès, les services de Deukmejian publièrent un correctif et envoyèrent une note à tous les services de maintien de l'ordre du pays leur notifiant que la présence de la SL sur la liste des groupes terroristes était une erreur. Plus récemment, le *Washington Times* -- publié par la sinistre organisation de Sun Myung Moon -- avait accusé de façon mensongère la SL/SYL d'avoir provoqué des actes de violence contre la police au cours de la mobilisation ouvrière/noire du 27 novembre 1982, dont la SL avait été à l'initiative, et qui avait empêché le Ku Klux Klan de défilé à Washington (Cf. "Nous avons arrêté le Klan", le *Bolchévik* n° 36, décembre 1982). En réponse à un procès pour diffamation préparé par le célèbre avocat Jonathan Lubell et Rachel Wolkenstein, la conseillère légale de la SL, le *Washington Times* retira ses accusations.

Nous allons continuer à lutter contre le nouveau maccarthysme avec tous les moyens légaux et politiques dont nous disposons. Nous sommes fermement décidés, dans l'intérêt des travailleurs de ce pays et en particulier, mais non exclusivement, de la population noire opprimée, d'arriver au pouvoir. Et tous ceux qui ont essayé de détruire notre parti ou d'encourager des personnes armées à nous tuer (avec ou sans la couverture de la loi), tous ceux-là ont beaucoup de chance: dans une société socialiste, une société de droit, ils seront -- puisse dieu leur venir en aide -- défendus.

Adapté de Young Spartacus n°123

\* \* \*

Extraits de la "Déclaration de la Spartacist League/Spartacus Youth League concernant le règlement hors tribunal de l'action en justice engagée contre le FBI et l'Attorney General"

Si nous avons remporté ces victoires en dépit du rapport de forces défavorable entre nous et nos adversaires dans chacun de ces cas, c'est parce que: 1/nous sommes héritiers d'une compréhension marxiste de l'Etat qui rejette à la fois le putschisme conspirateur et le réformisme légaliste; 2/nous sommes sans ambiguïté dans nos positions politiques, et en particulier dans notre défense intransigeante de l'Union soviétique contre l'impérialisme; 3/nous ne sommes manifestement pas des terro-

ristes, des criminels ou des adeptes de la violence, comme l'a admis implicitement le FBI en expliquant lui-même avoir abandonné l'enquête ouverte contre nous après plus de dix ans de "surveillance". Nous nous battons pour organiser politiquement la classe ouvrière américaine, pour amener les travailleurs à comprendre qu'il leur faut leur propre parti de classe, un parti ouvrier, afin de lutter pour leurs intérêts immédiats et à long terme; 4/nous défendons avec ténacité notre légalité et les droits démocratiques qui ont été conquis dans le sang au cours des deux guerres révolutionnaires bourgeoises qu'a connues ce pays -- la guerre de l'Indépendance et la guerre de Sécession -- et qui sont consignés dans ses lois. Dans cette perspective, nous cherchons à prendre comme modèle la conception de V.I. Lénine, celle du parti comme "tribun du peuple". Par conséquent, quand le droit des délégués à la convention nationale du Parti démocrate à se réunir à San Francisco et à choisir leur candidat à l'élection présidentielle a été mis en danger par la menace de violences gouvernementales, nous avons proposé -- en dépit de notre profonde hostilité de classe envers les Démocrates -- de faire venir un groupe de sympathisants syndicalistes pour fournir une équipe de service d'ordre, et nous avons appelé le mouvement syndical à faire de même. Les autorités bourgeoises actuelles, au contraire, attaquent ouvertement les normes juridiques de la démocratie bourgeoise, comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la protection contre les perquisitions et arrestations arbitraires, les droits de libre expression et de libre assemblée prévus par le Quatrième amendement [à la Constitution].

### «Nous nous battons pour organiser la classe ouvrière américaine»

Pourtant, ce gouvernement prétend qu'il est démocratique et que les gens sont autorisés à avoir les opinions sociales et religieuses qui leur plaisent. On demande donc au FBI et aux autres services de la police secrète de fournir un minimum de couverture "légale", une feuille de vigne, pour l'espionnage, l'infiltration, les coups montés, le harcèlement et la répression qu'ils pratiquent contre la gauche. Avec ce procès, nous avons pu ouvrir une brèche dans la couverture qu'ils utilisent actuellement: le trait d'égalité qu'ils tirent, de façon mensongère, entre marxisme et "terrorisme". Etant donné que c'est un gouvernement bourgeois qui détient le pouvoir

**DEPARTMENT OF THE TREASURY  
UNITED STATES SECRET SERVICE  
WASHINGTON, D.C. 20523**

DEPT. OF THE TREASURY

Ms. Jane Margolis  
475 Alvarado Street, #3  
San Francisco, California 94114

Re: Alleged False Arrest/Jane Margolis/CWA Convention  
Detroit, Michigan; July 16, 1979

Dear Ms. Margolis:

Please be advised that in response to the above matter the Secret Service Office of Inspections was directed to look into this claim to determine, as accurately as possible, what did in fact occur at the time of the original incident. Based upon this inquiry it is the opinion of the Secret Service that a misunderstanding between a Secret Service and a Detroit police officer resulted in your being removed from the convention floor.

The Secret Service, of course, regrets that this incident occurred. Obviously, due to the extreme complexity of supplying protection to the President and others, and the sensitive and sometimes conflicting interests that come into play, the Secret Service cannot be absolutely certain that other misunderstandings will never occur. You can be assured, however, that every effort will continue to be made to assure that errors of this nature are kept to a minimum.

Again, the Secret Service regrets that this misunderstanding has caused you distress.

Sincerely yours,  
*Myron I. Weinstein*  
Myron I. Weinstein  
Deputy Director

**Le 16 juillet 1979, en plein congrès du CWA (syndicat du téléphone), un agent du Secret Service et un policier en civil enlevaient et séquestraient Jane Margolis, déléguée au congrès et partisane bien connue de la Spartacist League. Après plusieurs mois de campagne soutenue par des centaines de syndicalistes dans tous les Etats-Unis, et une action en justice, le Secret Service a finalement présenté officiellement ses excuses et offert 3500\$ (immédiatement versés au compte du syndicat) -- un fait sans précédent dans l'histoire de la garde impériale de la Maison Blanche.**

**Il est du devoir des organisations ouvrières d'imposer leurs droits démocratiques et ce, sans illusions dans les institutions légales de la bourgeoisie.**

d'Etat, et en particulier au vu du climat politique droitier marqué par la réélection de Reagan, l'injonction que nous avons arrachée est le mieux que nous pouvions raisonnablement espérer.

On peut être sûr qu'après chaque chasse aux sorcières les libéraux dénoncent les "excès" (c'est-à-dire quand on marche sur leurs pieds) et promettent à tout le monde que ça ne se produira plus jamais. Les révélations sur le programme COINTELPRO [Programme de contre-espionnage], ont montré que les "coups fourrés" du FBI s'étaient étendus à de "respectables" citoyens dont on avait ouvert le courrier, mis le téléphone sur table d'écoute, enquêté sur les antécédents médicaux et la vie sexuelle. Tout cela provoqua un tollé qui aboutit à la mise en place de directives censées empêcher le FBI de faire un usage abusif de sa "légitime autorité". Les organisations de défense des libertés et les organisations réformistes croyaient, à tort, qu'elles pouvaient se servir de ces "réformes" pour se mettre en permanence à l'abri des activités d'espionnage et de harcèlement du FBI. Ou, même dans le cas du procès intenté par le Socialist Workers Party [la section améri-

caine du Secrétariat unifié représenté en France par la LCR], procès qui dure depuis huit ans et n'a toujours pas été jugé, que l'on pourrait obtenir la reconnaissance par voie judiciaire du "droit à la révolution" (Cf. "Le procès du réformisme", le *Bolchévik* n°28, octobre 1981).

En tant que révolutionnaires marxistes, nous rejetons de semblables idées de "réforme" de l'Etat capitaliste. La validité de notre conception est évidente aujourd'hui où l'on assiste à la légitimation de ces "excès" censés auparavant être discrédités -- depuis le Smith Act jusqu'au COINTELPRO. Nous continuerons à utiliser tous les moyens légaux et politiques dont nous disposons pour lutter contre le nouveau maccarthysme. Comme nous l'annoncions au début de notre action en justice contre le FBI: "Nous n'avons pas l'intention de nous laisser éliminer -- victimes anonymes abattues au coeur de la nuit. En tant qu'organisation qui incarne aujourd'hui la continuité du marxisme révolutionnaire aux Etats-Unis, notre tâche est trop importante: libérer les travailleurs et les opprimés des chaînes de ce système décadent et raciste par la victoire de la révolution socialiste." ■

**SPARTACIST**  
Edition Française  
N° 22  
Mars 1984 85

La section américaine du Secrétariat unifié dénonce le trotskysme

**NECROLOGIE  
DU  
SOCIALIST  
WORKERS  
PARTY**

**Vient de paraître**

Au moment où se prépare le congrès mondial du Secrétariat "unifié", dont les débats doivent être sérieusement alourdis par le rejet officiel et public du trotskysme par la direction du SWP américain, nous sommes heureux de vous annoncer la publication de la nécrologie de ce dernier.

Il y a vingt ans, le SWP rompait programmatiquement avec le trotskysme et excluait nos camarades de la *Revolutionary Tendency* qui allaient fonder la tendance spartaciste internationale. Cette exclusion pour délit politique marquait le début de la destruction du vieux parti révolutionnaire de James P. Cannon. Aujourd'hui Jack Barnes a fini le travail.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les massives purges bureaucratiques qui ont transformé le SWP en une secte étrange...

Pour vous procurer le numéro 22 de Spartacist, édition française, écrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

(8F port inclus)

**N**ous reproduisons ci-dessous, traduite de *Workers Vanguard* n° 368 et légèrement abrégée, une présentation donnée par Reuben Shiffman à l'occasion d'un forum organisé par nos camarades de la *Spartacist League/US* le 16 novembre dernier à New York. Reuben Shiffman, membre du *Transport Workers Union* (Syndicat des transports urbains) à New York, est spécialiste des questions coloniales et nationales.

\* \* \* \* \*

Depuis plus de dix ans on assiste en Afrique du Sud à un développement de la lutte, et principalement de la lutte des Noirs, contre l'apartheid. Ce mouvement a débouché, début novembre, sur une grève générale de masse dans le cœur industriel de l'Afrique du Sud, la province du Transvaal qui entoure Johannesburg; 40% des ouvriers noirs y ont participé, et en se mettant en grève ils risquent d'être déportés vers les bantoustans, d'être brutalisés et assassinés par la police et maintenant par l'armée. A travers tout le Transvaal, plus de 250000 étudiants et collégiens ont boycotté massivement les cours. Les effets de cette grève générale se sont fait sentir sur le régime de l'apartheid lui-même, mais aussi dans tout le continent africain ravagé par la famine et la guerre et, en fait, dans le monde entier et en particulier aux Etats-Unis. Et c'est principalement ce dont je veux parler ce soir -- c'est-à-dire non seulement ce que signifie l'apartheid et quelle stratégie pour l'abattre, mais aussi les implications de la lutte contre le régime brutal et raciste d'Afrique du Sud dans tout le continent africain et au niveau international, et notamment aux Etats-Unis.

L'importance stratégique de l'Afrique du Sud tient pour une part non négligeable à ce que ce pays recèle plus de 70% de l'or du prétendu "monde libre". Et comme l'écrivait Karl Marx dans le *Capital*, pour la société capitaliste l'or représente "l'incarnation éblouissante du principe même de sa vie". C'est dans la lutte pour extraire cet or et les diamants des mines sud-africaines qu'a été créé l'apartheid. En plus, bien sûr, l'Afrique du Sud possède beaucoup d'autres métaux encore plus stratégiques, comme le chrome, le manganèse, le platine -- et l'uranium en Namibie. C'est aussi un pays très important parce que Le Cap contrôle les voies maritimes où transite 20% du pétrole importé aux Etats-Unis et plus de 50% de celui importé par ses alliés de l'OTAN. L'Afrique du Sud est devenue en Afrique australe le gendarme de l'impérialisme, et particulièrement de l'impérialisme américain, comme l'a montré son rôle en Angola et au Mozambique. Et elle est en première ligne de la course à la guerre antisoviétique américaine, la course à l'affrontement et à la confrontation nucléaire avec l'Union soviétique, course qui menace l'humanité d'un holocauste nucléaire.

#### L'OR ET L'APARTHEID

Comment l'apartheid s'est-il développé et de quoi s'agit-il? Les masses des pays coloniaux du monde entier et particulièrement les Noirs d'Amérique voient dans ce régime brutal un reflet de leur propre oppression. Un miroir qui donne une image grossière, grotesque et exagérée, mais néanmoins un reflet de ce que les paysans du Salvador, les immigrants mexicains sur la côte ouest, les ouvriers turcs en Europe, les intouchables en Inde et, oui, une mère de famille noire qui vit des allocations familiales dans le Bronx [à New-York], ce que tous ces gens ressentent dans une société raciste, dans une société coloniale, dans une société où il y a une oppression spécifique. Et là-bas les rapports coloniaux sont exagérément grossiers et contenus dans un seul pays.

Le système de l'apartheid a été développé au cours du XIXe siècle pour l'extraction de l'or et des diamants, ce qui était, surtout à cette époque, une forme de production demandant beaucoup de main d'oeuvre. C'était de plus une production extrêmement irrégulière et soumise à d'énormes fluctuations du marché mondial. Contrairement à certains



# Ecrasez l'apartheid esclavagiste!

autres pays comme l'Union soviétique, l'Afrique du Sud a continué à développer sa production minière (qui représente 70% de ses exportations) non pas par des investissements, non pas en améliorant les machines, mais en exploitant toujours plus et avec toujours plus de brutalité la main d'oeuvre noire. [...]

Maintenant, juste pour vous donner une idée de ce que je veux dire par accroissement de l'exploitation sans investissement en Afrique du Sud: le taux de profit pour l'or, par tonne de minerai, était en 1970 de 3,9 rands (1 rand vaut entre 5 et 6 francs); en 1981 ce taux était passé à 53,7 rands, environ quatorze fois plus. Une partie de cette augmentation représente l'inflation, mais ce n'en est certainement pas une grande partie. Cela représente un accroissement réel du *taux d'exploitation*. En Afrique du Sud, comme je l'ai dit, l'oppression est reflétée, et elle est à nu. Elle est sans voile, explicite, institutionnalisée. Par exemple, je vais vous lire une déclaration publiée par les services du premier ministre en 1924, et je vous assure que les choses n'ont pas beaucoup changé, en particulier dans les mines. A propos du "travail civilisé", cette déclaration explique: *"Le travail civilisé doit être considéré comme étant le travail effectué par des personnes dont le niveau de vie est conforme aux niveaux de vie généralement considérés comme tolérables du point de vue européen habituel. Le travail non civilisé doit être vu comme le travail effectué par des personnes dont les objectifs sont restreints aux simples besoins des nécessités de la vie, comme on l'entend parmi les peuples barbares et sous-développés."* Lire "les Noirs, les Métis, les Indiens" -- mais particulièrement les Noirs.

Par conséquent, toute la question est de réduire les salaires de toute la main d'oeuvre minière à ce qui est juste nécessaire pour vivre au jour le jour, et c'est tout. La façon la plus radicale de faire ça, c'est que les 500000 ouvriers noirs des mines soient des travailleurs immigrés. 40% de ces travailleurs immigrés viennent de l'extérieur de l'Afrique du Sud: des Etats clients comme le Lesotho, d'Etats soi-disant indépendants comme le Mozambique. Ils n'ont aucun droit. Et s'ils essaient de protester contre leur condition,

ils sont simplement réexpédiés là d'où ils viennent, après une période de détention pendant laquelle ils travaillent en prison; et le travail des détenus est une grosse industrie en Afrique du Sud.

Et les autres 60%? Là, il y a la vraie force motrice derrière l'apartheid: pour avoir cet or, pour avoir ces diamants, tout un peuple, toute une nation, ou plusieurs nations, ont été déracinés de leur patrie, dépouillés de leur patrimoine et déclarés étrangers dans leur propre pays. Une loi, le *Native Land Act* de 1913, a déclaré que 87% du pays constituait le territoire des Blancs, bien qu'ils ne représentent que 16% de la population, et les 70% de Noirs ont été relégués sur 13% du territoire, cent ou deux cents parcelles dispersées qui se trouvent représenter la partie la plus pauvre du pays. Les ports, les villes, l'industrie, la terre économiquement viable, tout cela est concentré dans le territoire blanc, dans les 87% que les Blancs ont obtenus grâce à leur "autodétermination". Les Noirs, dans une parodie obscène de leur "autodétermination", sont censés avoir leur territoire, qui n'est ni chez eux ni un territoire, mais les 13% restants, de la brousaille et du désert. Aujourd'hui, les bantoustans ne contribuent que pour 3% au produit national brut de l'Afrique du Sud. Les autres 97% proviennent du "territoire" blanc.

Donc les vrais emplois, les emplois rémunérés -- et il faut de l'argent parce qu'on doit payer des impôts en Afrique du Sud, et pour faire vivre sa famille dans les bantoustans il faut de l'argent -- sont dans les territoires blancs. Pour y aller il faut un passeport, en vertu de ce qui s'appelle les *Pass Laws*, et on ne peut y aller que si on est "économiquement nécessaire" -- c'est-à-dire si on a un emploi. On laisse derrière soi sa famille, on laisse femme et enfants s'échiner à survivre dans les broussailles des bantoustans pendant qu'on part -- si on a beaucoup de chance -- dans les mines, pour vivre dans un foyer ou un baraquement, à vingt par pièce. Les mieux équipés de ces baraquements ont l'eau courante et éventuellement un évier. Et c'est vraiment comme dans une caserne: aucune intimité, lits superposés, et c'est là qu'on passe sa vie économiquement viable.

Les bantoustans constituent par conséquent une réserve, une réserve de chômeurs pour l'industrie; c'est la sécurité sociale pour les malades. Si on est malade, on est chassé de son travail et renvoyé dans le bantoustans. Et c'est un travail très dangereux -- sans remonter plus loin, en 1981 619 ouvriers ont été tués rien que dans les mines d'or, et 119 autres dans les mines de charbon. Tués! Assassinés. Des milliers sont estropiés à vie et rejetés dans les bantoustans. C'est là qu'est élevée la prochaine génération d'esclaves salariés. C'est là que retournent les maris quand ils sont au chômage, quand ils sont malades, quand ils sont estropiés et quand ils sont morts, pour que leur veuve les enterre; la vie de ces femmes se passe tout entière sous le fardeau d'une triple oppression, en tant que femmes, en tant que Noires et en tant qu'esclaves domestiques. Et bien sûr l'Etat n'a pas besoin de payer des indemnités de chômage et autres prestations sociales, comme des pensions d'invalidité ou des allocations familiales. Tout cela, ce sont les femmes des bantoustans qui s'en occupent.

Néanmoins les femmes des bantoustans, si leur vie se passe dans l'oppression, sont aussi un énorme réservoir de contestation sociale. Dans les années cinquante, quand les *Pass Laws* ont été étendues aux femmes, on a vu une mobilisation de masse des femmes -- noires, indiennes, métisses et blanches -- qui sont venues de toute l'Afrique du Sud, en marchant souvent des centaines de kilomètres, comme dans un énorme pèlerinage. Elles se sont rassemblées à Johannesburg, au nombre de 20000, et elles ont chanté cet hymne à la liberté dont les paroles résonneront bientôt à nouveau: "Maintenant vous avez touché aux femmes, vous avez ébranlé un rocher, vous avez délogé un roc, vous serez écrasés."

#### LE PROLETARIAT NOIR: LE FOS-SOYEUR DU CAPITALISME DE L'APARTHEID

Donc, pour créer ce réservoir de travailleurs immigrés surexploités, pour faire des habitants du pays des immigrés et pour les soumettre à la surexploitation, pour créer un chômage massif, une armée de réserve industrielle massive, de sorte que si un travail ne vous plaît pas il

Il y a une centaine d'autres types dans les bantoustans prêts à le prendre, on a créé l'apartheid. Et toutes les institutions du "développement séparé" -- les territoires, les Pass Laws, les Group Areas Acts -- existent aujourd'hui pour régimenter complètement la main d'oeuvre, pour la surexploiter. Les bantoustans, je vous assure, c'est équivalent à tout ce que vous pouvez voir ou entendre sur la famine au Sahara ou en Ethiopie. Les maladies et les épidémies qui ont disparu en Amérique du Nord sont endémiques dans les bantoustans. En Afrique du Sud, la mortalité infantile pour les Blancs est de 18 pour mille. Pour les Noirs c'est de 110 pour mille. Et un enfant sur cinq ne dépasse pas l'âge de cinq ans.

Donc, dans cette situation, se mettre en grève est un acte très courageux, parce que non seulement on est confronté à la police et maintenant à l'armée avec des voitures blindées et des mitrailleuses, mais aussi, comme je l'ai dit, à la menace d'être renvoyé dans le bantoustan mourir de faim et voir sa famille mourir de faim à cause de ce qu'on a fait. Mais en créant dans le prolétariat sa source d'exploitation, le capitalisme crée son propre fossoyeur. Et, exactement comme en Afrique du Sud tout le reste est plus aigu, plus cru et plus brutal, ce fait élémentaire est aussi plus vrai, parce que l'Afrique du Sud est entièrement dépendante de la main d'oeuvre noire. D'autant plus que son industrie emploie beaucoup de main d'oeuvre, parce que dans une certaine mesure, bien qu'elle donne l'image d'un pays industriel avancé, c'est un pays tout à fait arriéré, en termes de développement économique, comparé à l'Europe occidentale ou aux Etats-Unis.

De plus, l'Afrique du Sud a l'ambition d'être une puissance impérialiste de plein droit, et pas simplement un fournisseur de matières premières, or, diamants, charbon et métaux divers et de produits agricoles pour le marché mondial. Elle voudrait transformer ses propres matières premières et créer une infrastructure industrielle et un marché. Mais pour ce faire, par exemple pour créer un complexe pétrochimique, il faut créer une main d'oeuvre qualifiée. Mais avec une main d'oeuvre qualifiée on ne peut pas simplement soumettre toute sa main d'oeuvre à un régime de migrations où elle doit chaque année faire des milliers de kilomètres jusqu'à son lieu de travail et être chaque année renvoyée chez elle. Il faut lui permettre d'accéder aux rudiments de la culture. Il faut lui permettre d'apprendre à lire et écrire. Il y a donc une énorme demande de main d'oeuvre qualifiée et une énorme pénurie de main d'oeuvre pour les différentes qualifications. Je vais seulement vous donner une statistique de 1981, la dernière que j'ai: parmi les 33300 apprentis, moins de 500 étaient des Noirs. Et ceci dans un pays où les Noirs représentent 70% de la population et l'écrasante majorité de la main d'oeuvre.

**"S'ADAPTER OU MOURIR"?**

Quand 16% de la population régente plus de 70%, ça ne peut pas durer indéfiniment. La répression sauvage de ce régime a déjà abouti

cette année à plus de 2000 de ce qu'ils appellent des détentions; et comme vous le savez avec ce qui est arrivé à Steve Biko, ce sont des détentions dont beaucoup ne reviennent pas. Les rafles sauvages, les 7000 soldats employés rien que dans un township pour aller de maison en maison rechercher des gens -- les seuls "crimes" qu'ils ont trouvés c'étaient des gens qui lisaient de la pornographie [...].

Donc, on a utilisé 7000 soldats pour cette mobilisation. C'est une réaction de panique parce que c'est un régime en crise. Et exactement comme les opprimés du monde entier sont sensibles à chaque coup porté à l'apartheid, parce qu'ils voient dans l'apartheid un reflet de leur propre oppression -- c'est pourquoi il y a tant de solidarité avec les actions militaires de l'African National Congress, avec les grèves des ouvriers noirs, avec le boycott combatif des Indiens et des Métis --, de la même façon les oppresseurs et les exploités, les capitalistes du monde entier, tremblent devant ce qui se passe en Afrique du Sud. Ils sont très inquiets parce que ce régime ne paraît pas du tout stable.

Et donc tout le monde réclame à cor et à cri des réformes. Le régime de Pieter Botha, qui vient de devenir président sous cette nouvelle constitution, est censé représenter là-bas l'aile éclairée du nationalisme afrikaaner, des privilèges des Blancs, du capitalisme blanc. Il a un mot d'ordre dont on a d'ailleurs fait un documentaire, *S'adapter ou mourir*. C'est certainement un mot d'ordre qui convient à la situation, "S'adapter ou mourir" -- c'est-à-dire qu'il faut faire des réformes, pensent-ils, pour canaliser, coopter, dissiper la combativité de cette révolte anti-apartheid qui s'est maintenant étendue à toutes les catégories de la population.

Il y avait un projet, après Soweto, après le soulèvement de Soweto [en 1976], un soi-disant contrôle populaire dans les townships. On mit en place des conseils censés donner une illusion d'auto-administration à l'intérieur des townships, lesquelles sont privées de presque tous les services sociaux élémentaires. En fait, les récentes révoltes dans les townships ont commencé à cause de mesures que voulaient prendre ces conseillers municipaux; ils ont essayé d'augmenter les loyers. Une augmentation des loyers signifie la famine, étant donné que les gens vivent déjà à la limite de la survie. Et ce n'est pas par hasard que, quand a éclaté la révolte contre les augmentations des loyers, ses principales cibles ont été ces soi-disant conseillers municipaux et maires, dont plusieurs ont été massacrés par des Noirs des townships en colère. Autant pour la tentative de canaliser la combativité et la colère des Noirs à travers ces conseils.

Le gouvernement a aussi essayé, bien sûr, de littéralement refouler les Noirs dans les bantoustans. De sorte que rien que pendant ces quelques dernières années trois millions et demi de Noirs, sur les vingt-deux millions qui vivent en Afrique du Sud, ont été réexpédiés dans les bantoustans. Maintenant la moitié de la population [noire] est inscrite de force sur les listes électorales des bantoustans, où elle est censée avoir la démocratie dans le régime tribal. Et que signifie régime tribal? Ça signifie exactement ce que ça veut dire -- on essaie vraiment de *retribaliser*, de faire tourner la pendule à l'envers pour ce qui est du développement historique de la population noire d'Afrique du Sud. A Soweto, la rébellion était en partie due à la décision d'enseigner dans les écoles l'afrikaan et les langues tribales au lieu de l'anglais. Et dans les bantoustans il y a réellement une tentative des juges blancs -- ceux qu'on appelle les docteurs blancs -- de rétablir les anciennes lois tribales, comme l'achat des femmes.

L'autre tentative de réforme à ce niveau, c'est la prétendue nouvelle constitution, qui devait offrir aux Indiens et aux Métis la soi-disant auto-administration de leurs propres affaires. A savoir que les affaires nationales, la défense, la police, tout ce qui concerne le pays tout entier était du ressort

du parlement blanc. Mais les choses qui concernent les Métis et les Indiens -- comme l'éducation, après que les blancs leur ont dit quel était leur budget, étant entendu qu'ils le dépensent d'une façon convenable -- devaient dépendre de ce parlement indien ou de ce parlement métis. Et la réaction des Indiens et des Métis a été de boycotter massivement ces élections. Botha espérait dresser les Métis et les Indiens contre les Noirs et les gagner pour soutenir l'apartheid. Au lieu de ça, il a soudé l'unité des Indiens et des Métis avec les Noirs contre l'apartheid.

Mais la plus importante de ces soi-disant réformes a été la tentative du régime Botha et de l'establishment capitaliste blanc d'Afrique du Sud d'introduire une certaine forme d'organisation à l'intérieur de la classe ouvrière noire. Parce que si l'on veut créer une infrastructure industrielle moderne, on ne peut pas permettre que les doléances soient réglées simplement par du sabotage. Ce n'est pas trop dangereux dans une mine, mais, comme vous pouvez l'imaginer, dans une usine pétrochimique ça crée des problèmes. Ils ont donc voulu canaliser les doléances des Noirs à travers un mécanisme d'arbitrage extrêmement élaboré dans le cadre duquel seraient créés de soi-disant syndicats -- très corporatistes, très intégrés dans ce mécanisme d'arbitrage. En faisant ça,

Donc les contradictions de l'apartheid sont telles qu'ils essaient de faire quelques réformes, avec les encouragements, vous vous souvenez, du Carter des "droits de l'homme" et de la "pureté ethnique"; ou maintenant nous avons l'"engagement constructif" de Ronald Reagan. Tous encouragent réellement le régime à essayer de faire certaines réformes, des réformes de façade, parce qu'ils se rendent compte que la situation ne peut pas durer. Ils se rendent compte que cet Etat représente un maillon faible de la domination impérialiste sur le monde, et pas un maillon sans importance. Parce qu'ils craignent de voir le régime de l'apartheid sombrer corps et biens. Mais toutes les tentatives de faire des réformes ne font que provoquer davantage de luttes, davantage de combativité. Et le régime essaie d'y faire face avec une répression sauvage, en paniquant. Il faut se rendre compte que les Noirs sud-africains affrontent l'armée et la police sans armes, avec au mieux des bâtons et des pierres. Pendant toute la période de Soweto, en 1976, l'armée n'a pas été employée une seule fois. Ce n'est que dernièrement qu'il a été fait appel à l'armée pour réprimer les grèves et les révoltes des townships. Et pourtant, comme l'a montré la grève générale du début novembre et contrairement à ce qui s'est passé à Sharpeville



Peter Magubane

**Manifestation de femmes contre les Pass Laws en 1958. Comme le dit le chant de liberté, "Maintenant vous avez touché aux femmes, vous avez ébranlé un rocher, vous avez délogé un roc, vous serez écrasés".**

bien sûr, ils ne faisaient que reconnaître que de toute façon les Noirs organisaient des syndicats, et que c'était inévitable.

Et donc l'"AFL-CIA" de Lane Kirkland a envoyé en Afrique du Sud un de ses vieux agents de l'époque de la guerre froide, un certain Irving Brown, pour voir ce qu'il pouvait faire pour développer une aristocratie ouvrière, pour construire le genre de syndicat que voulaient les magnats de l'or et du diamant, les Oppenheimer. Des syndicats qui seraient des entraves à la lutte des Noirs plutôt que des instruments de cette lutte. Il aurait pu emmener avec lui John Lawe [le président du syndicat des transports en commun de New-York]. Cependant les syndicats ont complètement brisé ce cadre, comme l'a montré récemment la grève du National Union of Mineworkers [syndicat des mineurs] dans le Transvaal, grève à laquelle ont participé des dizaines de milliers d'ouvriers des mines d'or. Le *Wall Street Journal* lui-même a salué les négociations. Le syndicat est passé par toute la procédure d'arbitrage, des mois et des mois de négociations, et pourtant il n'a pas obtenu de contrat collectif. Finalement il était en mesure, même sous les conditions extrêmement draconiennes en vigueur en Afrique du Sud, d'avoir une grève légale. Il y a donc eu une grève légale: dix mineurs ont été assassinés, des centaines sauvagement battus. Harry Oppenheimer, le capitaliste soi-disant éclairé, qui avait encouragé tout ce processus, c'est bien sûr lui qui a appelé la police et, derrière la police, les forces armées.

en 1960, la répression du régime non seulement n'a pas fait taire la révolte anti-apartheid, mais l'a attisée.

**LA RESISTANCE A L'APARTHEID**

Il y a maintenant plusieurs organisations ou courants à la tête de la résistance à l'apartheid. Le premier et le plus célèbre est l'African National Congress (ANC), qui a été formé il y a environ soixante-dix ans, autour du mot d'ordre "construire une nation" en Afrique, parmi les chefs tribaux et les Noirs les plus privilégiés de l'époque. Mais, en particulier après la Deuxième Guerre mondiale qui a vu une croissance du prolétariat industriel noir et une urbanisation de la population noire en général, l'African National Congress a changé de caractère et est devenu plus combatif. Des dirigeants de ce qui s'appelaient la Youth League -- des gens comme Nelson Mandela, Walter Sisulu, Govan Mbeki -- ont pris le contrôle de l'ANC. Mais certains thèmes sont restés les mêmes tout au long de l'histoire de l'ANC.

L'un d'eux est son engagement en faveur d'une république démocratique multiraciale. D'un côté, c'est une noble aspiration et ça se reflète dans le fait que, quand ils se sont tournés vers les actions militaires après la répression massive de Sharpeville, leurs actions militaires ont toujours pris pour cibles de véritables objectifs et de véritables institutions de la répression de l'apartheid, et ils ont essayé de tirer très nettement la ligne entre ça et la violence indiscriminée dirigée contre des Blancs

Suite page 10



**Ecrasez l'apartheid en Afrique du Sud!**

Commandez la collection spéciale de numéros de *Workers Vanguard* et de *Young Spartacus*.

(10F - port inclus)

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

## Apartheid...

Suite de la page 9

ou la violence indiscriminée dirigée contre la population en général. Au lieu de ça, ils ont choisi des objectifs comme des installations militaires ou la célèbre usine Sasol de pétrole synthétique, extrêmement importante pour l'Afrique du Sud qui ne dispose pas de ressources pétrolières propres.

Mais derrière le mot d'ordre de république démocratique multiraciale il y a avant tout la réalité de l'Afrique du Sud et la stratégie de collaboration de classe de l'ANC. Parce qu'en Afrique du Sud la classe c'est la race. La classe dirigeante est blanche. Et derrière le mot d'ordre de république multiraciale il y a une stratégie de collaboration de classe et de compromis avec la soi-disant bourgeoisie blanche libérale représentée par les Oppenheimer. Dans les termes de ce compromis, le mot "démocratique", dans le mot d'ordre "république démocratique multiraciale", signifie aussi quelque chose d'autre. Au lieu d'"un homme, une voix", ils veulent dire par "démocratie" participation égale de chacune des communautés d'Afrique du Sud. Donc, ce qu'ils projettent c'est un système dans lequel les Noirs et les Blancs participent à égalité au gouvernement, même si les Noirs représentent 70% de la population et les Blancs 16%. Ils vont quand même avoir le "même" mot à dire et le "même" droit de veto l'un sur l'autre.

Et de plus, puisque l'une des communautés se trouve être la classe dirigeante et l'autre la classe exploitée, en fait un tel gouvernement n'est pas seulement utopique et absurde, mais même s'il venait à exister il ne changerait pas le fait fondamental de l'exploitation des travailleurs noirs. Je vais vous donner un exemple. Supposons que demain l'ANC forme une république démocratique multiraciale, et que les ouvriers noirs réclament une semaine de travail plus courte -- "Donnez-nous la journée de huit heures" -- parce que maintenant ils travaillent douze heures par jour six jours par semaine dans les mines. Et les propriétaires des mines, les Oppenheimer, le Progressive Federal Party? Ou va-t-il venir en aide aux propriétaires des mines, les Oppenheimer, le Progressive Federal Party? Ou va-t-il venir en aide au prolétariat noir? Vous voyez qu'un tel gouvernement ne durerait pas très longtemps.

Maintenant il y a, en rejet de la stratégie de l'ANC, une stratégie qui remonte aussi à la Youth League de l'ANC, la tradition du "pouvoir noir" incarnée dans des organisations comme le Pan-Africanist Congress et, plus récemment, le Black Consciousness Movement. Ils réclament le pouvoir pour la majorité, l'Afrique aux Africains. Mais là aussi leur stratégie pour arriver à l'Afrique aux Africains est au mieux confuse. Et au pire elle envisage un nouveau Zimbabwe. Une sorte de régime

petit-bourgeois. Sous l'impact du soulèvement en masse du prolétariat noir en Afrique du Sud, eux aussi ont dû admettre la lutte des classes. Mais bien sûr ils en font un élément subordonné de ce qu'ils appellent la "conscientisation noire", et qui nie fondamentalement la lutte des classes et considère que la tâche principale est de forger une conscience qui est nationaliste et qui, ironie du sort, est largement conditionnée par le fait que beaucoup des dirigeants de ces mouvements ont été éduqués dans des écoles de missions chrétiennes et sont marqués par un fort courant de christianisme, ce qu'on appelle la nouvelle théologie.

L'autre élément nouveau déterminant, comme je l'ai dit, c'est un prolétariat noir organisé qui compte maintenant 300.000 ouvriers. Comparé à la totalité de la main d'oeuvre industrielle, environ six millions, à peu près 5% des ouvriers sont organisés -- ce n'est pas beaucoup. Mais ils occupent une position stratégique et c'est donc un élément nouveau extrêmement important en Afrique du Sud.

### LA VOIE DE LA LIBERTÉ DES NOIRS EN AFRIQUE DU SUD

Je voudrais parler un petit peu de ce qu'est la stratégie trotskyste pour la liberté et la libération en Afrique du Sud. Il est clair que les tâches qui sont à l'ordre du jour en Afrique du Sud reflètent le développement inégal et combiné de ce pays. D'un côté, vous avez l'apparence de cette société industrielle avancée. Vous savez, vous regardez Johannesburg, ça ressemble à une ville moderne. Mais juste à côté de Johannesburg il y a un bantoustan où personne n'a l'électricité, personne n'a l'eau courante, où il n'y a pas de routes. Il y a un état de primitivité antérieur au développement de la civilisation. Et les Zoulous étaient une civilisation assez avancée; donc, comme je l'ai dit, afin d'asservir cette population, il est devenu nécessaire de faire tourner la pendule de l'histoire à l'envers, de revenir à des conditions tribales et pré-tribales. Et tout cela coexiste.

Beaucoup des tâches posées aujourd'hui en Afrique du Sud sont donc les tâches élémentaires de la révolution démocratique bourgeoise, ou même antérieures à la révolution démocratique bourgeoise. Les tâches qui ont été accomplies par la Révolution française ou, ce qui nous est plus familier ici aux Etats-Unis, par les deux guerres révolutionnaires de la guerre d'Indépendance et de la guerre de Sécession, dans lesquelles sont incarnés les droits qui sont chers à nous tous. Les fruits de ces guerres -- comme le droit de vote, les droits civiques, la liberté pour les esclaves, le Bill of Rights -- l'administration Reagan les abolit, les viole un par un.

Et c'est là le point. Aux XVIIIe et au XIXe siècles, dans ce pays, une bourgeoisie montante et en pleine expansion, afin de développer l'industrie et son propre pouvoir politique, a dû instituer certains droits démocratiques,

pour établir sa domination à cette époque. Il était nécessaire de conquérir l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne afin de créer un marché national, et il était nécessaire de mener la guerre de Sécession pour consolider cela. Pour que le capitalisme se développe dans ce pays, il était nécessaire d'abolir l'esclavage, afin de créer un réservoir de main d'oeuvre libre et de conquérir le Sud pour le marché du Nord.

Mais aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, nous regardons cette classe dirigeante de ce pays et nous pouvons voir que tous les droits démocratiques élémentaires sur lesquels ce pays a été fondé, et

et contre l'exploitation, la classe capitaliste des Etats-Unis voit le spectre du communisme. Parce que l'issue de la lutte, que ce soit au Nicaragua, au Salvador, aux Philippines ou en Afrique du Sud, a eu comme précédent la Révolution bolchévique de 1917.

Aujourd'hui, à cause de l'encerclement de l'Union soviétique par les puissances impérialistes, la révolution a dégénéré dans ce pays qui était relativement arriéré à l'époque de la révolution. Une bureaucratie stalinienne a usurpé le pouvoir, à peu près comme la bureaucratie syndicale qui dirige aujourd'hui les syndicats aux Etats-Unis. Les syndicats indus-



Les mineurs d'or ont le pouvoir de frapper au coeur de l'économie de l'apartheid.

qui sont incarnés dans le Bill of Rights, incarnés dans les acquis de la guerre de Sécession, sont subvertis et annulés, parce que nous avons affaire à une classe capitaliste sur le déclin. L'impérialisme représente l'agonie du capitalisme. Les forces productives ont dépassé l'Etat-nation et la propriété privée des moyens de production. Et cela se reflète avec encore plus d'acuité dans les pays coloniaux et néo-coloniaux. Même quand ils ont conquis une indépendance formelle, comme le Mozambique, ce qui s'est passé c'est que des nationalistes noirs radicaux ont remplacé les Portugais comme marchands de main d'oeuvre pour l'esclavage de l'apartheid dans les mines d'or. C'est ce que signifie la "liberté" du Mozambique. Et à cause de son asservissement économique, aujourd'hui on a étranglé ce pays pour qu'il serve de policier, au compte du régime de l'apartheid, contre les combattants de la liberté noirs d'Afrique du Sud. Dans toute l'Afrique, l'indépendance formelle a abouti très souvent pour les masses à une paupérisation accrue, au lieu d'être le point de départ de leur émancipation.

### LA LUTTE ANTI-APARTHEID ET LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE

Maintenant, comme je l'ai mentionné précédemment, l'Afrique du Sud est un des fronts de la course à la guerre antisoviétique de Reagan. Cela est démontré par le fait qu'avec le besoin désespéré de main d'oeuvre qualifiée en Afrique du Sud, la classe dirigeante blanche a dans l'immigration une soupape de sûreté. Maintenant, très peu de gens veulent vraiment émigrer en Afrique du Sud, mais ils ont trouvé leurs électeurs: les militants de Solidarnosc, ces Polonais "épris de liberté" qui ont trouvé la liberté dans leur privilège de couleur, dans la surexploitation des travailleurs noirs en Afrique du Sud. Et ce n'est pas par hasard que Solidarnosc est non seulement le syndicat préféré de Reagan, mais aussi son seul syndicat préféré. Aujourd'hui la question de l'existence même de l'Angola, qui vient de conquérir son indépendance, est posée sur le champ de bataille alors que l'impérialisme sud-africain est tenu en respect par les troupes cubaines soutenues par les Soviétiques. Ce n'est pas par hasard que partout où se mène une lutte pour la liberté

ont été un acquis révolutionnaire de la classe ouvrière américaine, et il faut les défendre, y compris très souvent contre leurs prétendus dirigeants. Et c'est la même chose avec l'Union soviétique: les acquis sociaux de cette révolution, l'expropriation de la classe capitaliste et l'instauration d'une économie planifiée -- où pour la première fois la classe ouvrière a la possibilité de déterminer son avenir économique --, ces acquis existent toujours. Mais afin d'utiliser pleinement les possibilités de ces acquis, exactement comme pour utiliser pleinement les possibilités et la puissance du mouvement syndical dans ce pays, il faut qu'il y ait à l'intérieur de l'Union soviétique ce que nous appelons une révolution politique prolétarienne, où la classe ouvrière reprenne entre ses mains le gouvernement, réinstalle la démocratie soviétique ou léniniste. Exactement comme aux Etats-Unis il est nécessaire de mettre à la tête du mouvement syndical américain une direction qui représente vraiment les intérêts de ces syndicats et les intérêts de la classe ouvrière.

Donc la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme est directement liée à la défense de l'Angola contre l'impérialisme de l'apartheid et à la révolution à l'intérieur même de l'Afrique du Sud.

Maintenant, comme je l'ai dit précédemment, l'Afrique du Sud est un reflet de l'oppression coloniale dans le monde entier. Et cela est ressenti clairement aux Etats-Unis par les Noirs américains, sur qui la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud a eu un impact et une influence énormes, comme pendant le mouvement des droits civiques dans les années cinquante qui avait à beaucoup d'égards pris modèle sur la campagne de désobéissance de l'ANC en Afrique du Sud. Et aujourd'hui, la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud galvanise les Noirs partout aux Etats-Unis, exactement comme elle devrait galvaniser toute la classe ouvrière des Etats-Unis. Mais pour traduire cette solidarité de race et de classe élémentaire avec l'Afrique du Sud dans une action efficace, il faut quelque chose de plus -- il faut la solidarité ouvrière internationale. Les militants et sympathisants de la Spartacist League se sont battus dans leurs syndicats pour un boycott par les travailleurs de tous les matériels militaires à destination de l'Afrique du Sud, une campagne qui est

Suite page 14



Les bantoustans sont des camps de concentration pour les masses noires d'Afrique du Sud (ici Illinge).

# Krasucki...

Suite de la page 1

au mot: Chiche! Préparons effectivement cette grève générale et faisons en une opération de combat efficace prenant les capitalistes à la gorge en arrêtant tout, usines, transports, administrations, communications, etc. et ayant pour but de contraindre l'adversaire à céder. Il faut à cette grève un programme unifiant tous les secteurs de la classe ouvrière (échelles mobiles des salaires et des heures de travail! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! A travail égal salaire égal! etc.) et des piquets de grève et des détachements ouvriers d'autodéfense contre les briseurs de grève, flics et fascistes.

La grève générale est en effet à l'ordre du jour devant l'offensive anti-ouvrière redoublée de Mitterrand et de ses maîtres capitalistes. Les licenciements tombent à Creusot-Loire et dans les chantiers navals, décapitant la CGT. La nomination à la tête de Renault d'un PDG de combat, Besse, est une déclaration de guerre ouverte à la forteresse ouvrière. 10 à 20% des travailleurs de la Régie sont menacés de "suppressions d'emploi". Déjà 2500 licenciements sont annoncés à Renault Véhicules Industriels! Une contre-offensive résolue et puissante s'impose. Une grève à Renault doit s'étendre aux industries en aval et en amont, comme la sidérurgie et les transports, aux sous-traitants, à Talbot et Citroën où, les mois précédents, les travailleurs immigrés ont été à l'avant-garde des luttes. Une telle lutte serait le fer de lance d'une grève générale.

Le capitalisme, que gèrent aujourd'hui loyalement les réformistes, est un système condamné, qui est en train de rejeter l'économie et les travailleurs des dizaines d'années en arrière. La tâche immédiate est de mobiliser le prolétariat dans un combat qui le conduise à instaurer son propre pouvoir et à arracher les forces productives des mains des capitalistes. La grève générale, en paralysant production et gouvernement, ouvre la voie à une telle perspective révolutionnaire pour un véritable gouvernement ouvrier.

Mais Krasucki vient d'opérer un repli: une "grève générale [...] peut être une grève, un mouvement d'opinion ou autre chose" (*L'Humanité*, 21 janvier). Les dirigeants de la CGT ont eu peur de leur propre audace, peur que la classe ouvrière balaie les étroites limites qu'ils voulaient assigner à leur mouvement. Ils gardent toujours à l'esprit Mai 68 où la grève nationale du 13 mai, lancée par toutes les confédérations syndicales pour canaliser la pression ouvrière, s'est transformée en extraordinaire démonstration de puissance du prolétariat et en détonateur de la plus importante grève générale qu'ait connue ce pays, posant clairement la question du pouvoir. La volte-face paniquée de la direction CGT est un coup de poignard dans le dos des travailleurs et notamment de ses propres militants qu'elle désorientée et paralyse au moment où l'offensive gouvernementale et patronale exige une direction ferme pour mener un combat de classe résolu.

Mais les travailleurs n'avaient pas répondu à notre appel, se justifie Krasucki. Refrain habituel des bureaucrates réformistes qui rejettent sur le prolétariat leur propre opportunisme et couardise. La preuve qu'aujourd'hui les travailleurs veulent toujours se battre, c'est que là où la CGT a montré un peu de nerf comme à Renault en septembre dernier, elle accroît son influence sur les ouvriers. Elle en perd là où les bureaucrates ont cassé ou laissé pourrir les luttes, comme à Citroën-Aulnay où la CGT a perdu la majorité avec une dégringolade de 20% dans les dernières élections professionnelles. Comment les travailleurs pourraient-ils croire en leurs appels à la grève générale, quand ils voient dans le même temps leurs dirigeants ne pas oser lever le petit doigt contre les menaces qui pèsent sur les travailleurs de Renault; quand ils les voient au même moment

à Creusot-Loire et aux chantiers navals recommencer les mêmes actions isolées et désespérées: débrayages, blocages de routes et de chemins de fer, etc. Et en guise de grève générale, ils ont vu se succéder au mois de janvier les inefficaces journées d'"action", dans les PTT, l'équipement, les finances, les mines, etc. Avec plus de 2,5 millions de chômeurs et une bourgeoisie qui mène une vraie guerre de classe, les travailleurs comprennent que non seulement les actions de pression, mais y compris la lutte syndicale "ordinaire", usine par usine, secteur par secteur, sont insuffisantes.



Rouen, le 25 mai 1984 -- "Il nous faut un gouvernement ouvrier!"

Pour briser la volonté capitaliste, il faut une offensive révolutionnaire. En 1935, Léon Trotsky, qui combattait le même type de politique de la direction du PCF, qui venait de rallier le réformisme, expliquait: "La thèse marxiste générale, selon laquelle les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder quelque chose aux ouvriers que s'ils sont menacés du danger de tout perdre."

"Cependant, même les 'concessions' les plus importantes dont soit capable le capitalisme contemporain, acculé dans l'impasse, resteront insignifiantes en comparaison de la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être celle de l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir!" ("Encore une fois où va la France", *Oeuvres*, tome 5).

Au contraire, la direction de la CGT et du PCF, de Juquin à Marchais, n'a rien d'autre à avancer qu'une nouvelle alliance front-populiste qui va embourber les luttes ouvrières dans la collaboration de classe. A peine sorti du gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand le PCF annon-

çait le "nouveau rassemblement populaire majoritaire" qui "ne serait pas en rupture avec la politique de l'Union de la gauche menée depuis 1972". Le même poison sous une nouvelle étiquette. Mais Marchais et Cie ont beau rêver d'un "rassemblement national contre la crise" (*L'Humanité*, 8 janvier) et faire débauche de chauvinisme autour du "Produisons français", un certain nombre de dirigeants -- les "rénovateurs" -- estiment qu'une politique conséquente d'alliance avec la bourgeoisie et ses laquais sociaux-démocrates nécessite de laisser totalement tomber tout lien et toute référence aux

à justifier son refus de se battre pour un programme révolutionnaire, que "les travailleurs ne veulent pas se battre" -- ce qui revient à couvrir les trahisons des bureaucrates! Krivine arrive même à être à droite de Krasucki en mettant en garde contre le danger d'aventurisme à avancer trop tôt le mot d'ordre de grève générale (*Rouge* n°1143, 18-24 janvier); mais face aux initiatives de la CGT, la LCR a surtout fait preuve d'un sectarisme stalinophobe, axant son intervention contre les "manoeuvres bureaucratiques" de Krasucki. Elle a gagné ces derniers temps une influence, petite mais réelle, dans l'appareil de la CGT et surtout de la CFDT. "Ce résultat", avouent les responsables de la LCR, "découle principalement des activités oppositionnelles antérieures et du rôle joué par la LCR dans l'organisation d'un mouvement de masse de solidarité avec Solidarnosc après le 13 décembre [...]" (*Bulletin intérieur international de discussion* n°4, août 1982). Et les alliés sociaux-démocrates de Krivine dans la CGT et la CFDT sont des anticommunistes peu désireux de voir leur "camarade président" menacé par une grève générale! La "gauche anticapitaliste", que vient de lancer -- sans grand succès -- la LCR, n'a explicitement pas la moindre perspective à offrir aux luttes des travailleurs -- si ce n'est une utopique pression de gauche sur Mitterrand et les élections de 1986! Krivine prépare sa nième entreprise de racolage: rassembler les mécontents par des critiques de gauche du gouvernement pour finalement les amener à lui donner son soutien "contre la réaction"... A l'occasion, il tend la main aux chrétiens; lors d'un interview donné par le directeur de *Témoignage chrétien*, Georges Montaron, un chrétien "de gauche", *Rouge* (n°1131, 19-25 octobre 1984) multiplie les appels du pied avec des questions du genre "[...] pouvez-vous essayer de définir quels terrains de rencontre peuvent exister entre vous et notre organisation?" Décidément, avec la Pologne, Krivine s'est fait de bien étranges relations!

Une direction révolutionnaire reste la question décisive pour le prolétariat. Mais nous rejetons les conceptions fatalistes de groupes comme LO qui, sous prétexte de faiblesse d'implantation des révolutionnaires dans la classe ouvrière, repoussent aux calendes grecques toute intervention sur le programme révolutionnaire. Au contraire, c'est au travers de luttes de classe aiguës comme la grève générale que justement, par la lutte implacable contre les trahisons des bureaucrates, par la critique impitoyable des illusions réformistes et par le combat intransigeant pour le programme révolutionnaire, que la base des organisations ouvrières sera arrachée aux directions traîtres et que se gagneront et se formeront les nouveaux cadres révolutionnaires sans lesquels toute victoire est impossible.

## Lettre de mineurs britanniques

Nous sommes heureux de publier ci-dessous la lettre que nous a envoyée le porte-parole du Comité de grève de Warsop Main dans le Derbyshire en Angleterre. Grâce à l'aide de la LTF, deux mineurs de ce puits en grève ont pu ramener près de 18000 francs juste à temps pour Noël. Pour plus de détails, voir le *Bolchévick* n°51.

\*\*\*

Warsop Main  
23 décembre 1984

Chers camarades,

Puis-je, au nom du comité de grève du puits de Warsop Main, présenter mes remerciements les plus chaleureux aux camarades de la section française de la TSI.

Votre merveilleuse action de solidarité internationale, premièrement en organisant la visite-collecte, et deuxièmement votre accueil chaleureux et votre hospitalité envers nos deux représentants resteront longtemps dans la mémoire du NUM de Warsop Main.

Car, comme vous le savez tous, la bourgeoisie ne reculera devant rien pour infliger une défaite au mouvement ouvrier organisé et détruire ses organisations. Par conséquent, toute action de solidarité a des répercussions pour arriver, comme Marx l'a si bien dit, à l'union des prolétaires de tous les pays.

Fraternellement  
Dick Hall

Telephone—4135 6 Chesterfield

**NATIONAL UNION OF MINeworkERS**

DERBYSHIRE AREA

Warsop Main Branch

23.12.1984

---

Dear Comrades,

I am on behalf of the strike committee of Warsop Main Mining extend our warmest thanks to the comrades of the French section of the NUM for your wonderful act of international solidarity, firstly in organising the fund raising tour, and secondly your warmth and hospitality towards our two representatives being the members of Warsop Main NUM for as you all know, the bourgeoisie will go to any lengths to defeat organized labour and smash their vitalisation. Thank you for your act of solidarity has repercussions for reaching us more so really put it Workers of the World Unite.

Yours faithfully  
D.H.

## Reagan...

Suite de la page 16

*d'années, vous avez essayé de pousser l'Union soviétique à la faillite économique avec une course aux armements sans freins. Maintenant la balle est dans l'autre camp. Allez-y, essayez un peu -- développez comme des fous vos projets de 'guerre des étoiles', et nous allons développer nos contre-mesures pour un millième de ce que ça vous coûtera. Vous agitez la menace de frappes sélectives contre le Nicaragua s'il acquiert des Mig? D'accord, mais si on suit ce genre de règles, quelque chose de mauvais devrait arriver aux pays où vous avez installé des Pershing. Ça peut s'arranger."*

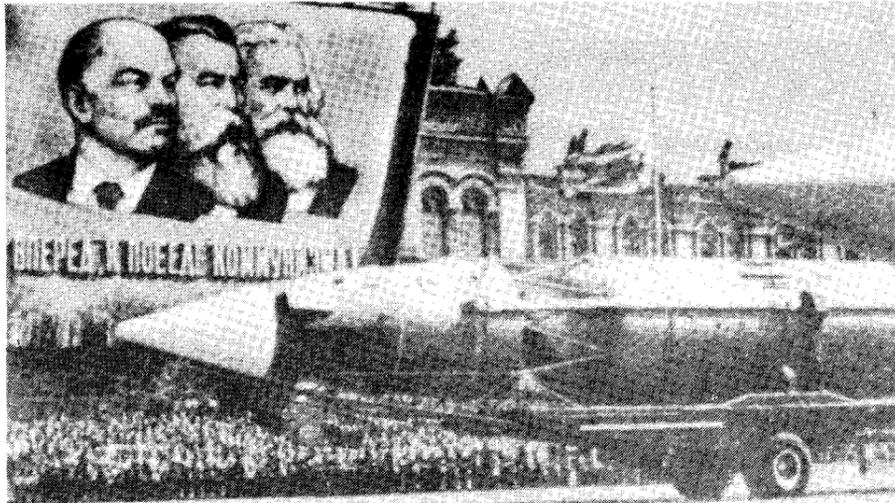
Les impérialistes ne désarmeront jamais, exactement comme ils n'ont jamais accepté l'élimination de la domination capitaliste sur un tiers du globe. Si Tchernenko et Cie ne bradent rien à Genève, ça pourrait bien être parce que Reagan ne leur en donnera pas l'occasion. Mais les rêves délirants des bureaucrates staliniens, qui espèrent convaincre les impérialistes de fondre leurs épées pour en faire des charrues, représentent un grave danger pour ce qui reste de l'héritage de la Révolution bolchévique. L'Union soviétique a bien survécu jusqu'à 1984, mais face à des impérialistes déments qui discutent sérieusement de l'éventualité de voir l'apocalypse de leur vivant, la seule façon de préserver les acquis d'Octobre, c'est d'étendre la révolution dans le monde entier. Défense des Etats ouvriers par la révolution politique prolétarienne -- Chassez les conciliateurs du Kremlin -- En avant vers le programme de Lénine!

Si les dirigeants de l'Europe de l'Ouest sont plus qu'inquiets des scénarios de Reagan, c'est parce qu'ils craignent que leurs pays soient la scène où le cow-boy à la détente facile de la Maison Blanche a l'intention de jouer sa dernière et sa plus spectaculaire chevauchée. *Pour le moment*, ils cherchent à répandre la contre-révolution par des moyens "pacifiques", à miner le bloc soviétique de l'intérieur, comme ils l'ont fait en soutenant Solidarnosc, le "syndicat" favori des casseurs de syndicats Thatcher et Reagan. Mais derrière la carotte du commerce, il y a le désir de "refouler" les conquêtes de l'Armée rouge qui, il y a quarante ans, a écrasé le régime nazi: témoin les cris d'orfraie poussés l'été dernier par les impérialistes contre les accords de Yalta de 1944 et les remarques revanchardes du chancelier ouest-allemand Kohl qui préoccupent à juste titre le Kremlin (et les Polonais!) On ne peut pas arriver à la paix en Europe en sanctifiant le statu quo de la division de l'Europe. Les trotskystes se battent pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, dans le cadre de la lutte pour les Etats-Unis socialistes soviétiques de toute l'Europe!

L'Amérique impérialiste est le centre organisateur de la course à la guerre antisoviétique, mais la seule signification sérieuse de la nature "dissuasive" de la "force de frappe", c'est la même volonté des politiciens français de jouer avec l'apocalypse nucléaire. Bien sûr la France serait anéantie si elle lançait ses missiles sur Moscou ou Leningrad -- *si on peut savoir que ces missiles sont français*. En cas de crise, un missile une fois lancé d'un sous-marin, les Russes pourraient bien penser qu'il est américain, riposter et forcer ainsi l'Amérique à assurer la défense nucléaire de l'Europe. Voilà la signification de l'opposition française aux systèmes "déstabilisants" comme les défenses anti-missiles et la lutte anti-sous-marine. Les Russes et les Américains savent que la "détente" française pourrait entraîner dans la guerre nucléaire. Il faut des actions ouvrières concrètes contre les dirigeants français et américains, car seules les révolutions ouvrières élimineront cette course à la guerre impérialiste insensée en éliminant le système impérialiste lui-même.

Les intentions de l'administration Reagan ont été rendues explicites il y a quelques années. Des fuites

avaient révélé à la presse des extraits des "directives de défense" du ministre de la guerre Weinberger pour 1984-1988. Ce document appelait les Etats-Unis à "l'emporter" dans une guerre nucléaire "prolongée". Il réclamait aussi des "plans pour utiliser en premier et éventuellement de façon prolongée les FNT" (forces nucléaires de théâtre) dans un "échange nucléaire limité", par exemple au-dessus de l'Europe. Il demandait aussi un développement tous azimuts des armements, y compris des systèmes d'armes basés dans l'espace,



Missile soviétique sur la Place rouge. Quand Reagan commence à parler de "désarmement", fourbissez vos SS-20!

et mettait en garde contre la signature de traités et d'accords qui pourraient "exclure des occasions de développer ces possibilités et ces systèmes". Et donc Reagan soutient toutes les armes de haute technologie imaginables qui peuvent être lancées sur l'Union soviétique, depuis le bombardier B-1 jusqu'au missile MX. Et entre-temps, les Etats-Unis installaient en Europe les Pershing-2, supposés très précis, et les missiles de croisière, difficiles à détecter, sabordant ainsi les discussions sur le désarmement alors en cours.

### LA "GUERRE DES ETOILES" ET LA PREMIERE FRAPPE

En mars 1983, Reagan prononçait son discours sur la "guerre des étoiles" et promettait à la classe moyenne blanche américaine qu'elle n'avait pas lieu de s'inquiéter. A condition qu'ils dépensent quelque 400 milliards de dollars pour mettre en service des armes spatiales de haute technologie, les Etats-Unis pourront être complètement à l'abri des représailles soviétiques. Et on trouverait l'argent en combinant diminution des impôts et suppression des repas à l'école pour les gosses des ghettos. Ce plan avait été mitonné par le Dr. Edward Teller et la bande des enthousiastes de la "frontière de l'espace", des cinglés de la nouvelle droite dont l'objectif est de "gagner" une guerre nucléaire. Le "grand communicateur" a présenté ça comme le fin du fin en matière de proposition de "paix", pour protéger les gens et rendre les armes nucléaires "impuissantes et démodées". Mais pratiquement tous les scientifiques de renom qui ont examiné la "guerre des étoiles" ont conclu que c'était extrêmement dangereux et déstabilisateur. C'est tout ça et beaucoup plus: ce système de "défense" est inutile, *sauf* comme partie intégrante d'une frappe "préventive".

Le projet de "guerre des étoiles" prévoit une défense "échelonnée" utilisant plusieurs systèmes d'armes pour désintégrer en vol les missiles soviétiques et leurs têtes nucléaires. Parmi les armes dont on a annoncé qu'elles étaient en cours de développement, il y a des lasers placés en orbite, des armes à faisceaux de particules et des canons "à rail" à énergie cinétique embarqués sur des stations orbitales. Le problème technique, c'est que personne ne peut proposer une méthode garantissant la destruction de centaines de missiles pendant leur très courte phase propulsée (moins de trois minutes). Le problème est multiplié à mi-parcours, quand des milliers de têtes nucléaires et de leurres se sont séparés de leurs missiles. Les Soviétiques devraient disposer de nombreuses contre-mesures rela-

tivement bon marché, comme installer sur leurs missiles des revêtements réfléchissants, multiplier le nombre de leurres, etc. Une "faille" de seulement 1% dans ce bouclier signifierait l'échec du système tout entier, puisqu'il suffit de quelques têtes nucléaires pour dévaster un pays. Et ce projet ne prend même pas en compte la menace constituée par les sous-marins, les missiles de croisière volant à basse altitude et les bombardiers. Le lancement d'un nombre suffisant de stations orbitales coûterait des centaines

de milliards de dollars.

Comme parapluie contre une attaque surprise, la "guerre des étoiles" est un projet inepte. Mais comme partie intégrante d'une première frappe, ça a beaucoup de justifications (tordues). Dans une étude détaillée intitulée *Space-Based Missile Defense* (mars 1984), l'Union of Concerned Scientists (UCS) remarquait qu'un attaquant disposant de milliers de missiles pourrait facilement percer n'importe quel bouclier défensif imaginable, mais que les systèmes de défense contre les missiles balistiques (BMD) "pourraient avoir une certaine efficacité contre une frappe de représailles mal coordonnée et affaiblie". "On conçoit tout de suite", concluait l'analyse de l'UCS, "que l'Union soviétique pourrait considérer qu'un BMD américain fait partie d'un effort plus large des USA pour acquérir une capacité de première frappe." Et c'est exactement ce qu'en a conclu le Kremlin. Quatre jours après le discours de Reagan, le numéro soviétique de l'époque, Youri Andropov, répondait ceci: *"En fait, les forces stratégiques offensives des Etats-Unis vont continuer à être développées et perfectionnées à plein régime et en suivant de surcroît une ligne bien définie, à savoir l'acquisition d'une capacité de première frappe nucléaire. Dans ces conditions, avoir l'intention de s'assurer la possibilité de détruire, à l'aide des défenses ABM [anti-missiles balistiques] les systèmes stratégiques correspondants de l'autre camp, c'est-à-dire de les rendre incapables d'effectuer une frappe de représailles, c'est chercher à désarmer l'Union soviétique face à la menace nucléaire américaine."* Même l'article écrit par McGeorge Bundy, George Kennan, Robert McNamara et Gerard Smith dans la revue *ultra-establishment Foreign Affairs* et intitulé "The President's Choice: Star Wars or Arms Control" (hiver 1984/85) concluait que même si "notre gouvernement, bien sûr, n'envisage pas une première frappe", cependant "nous sommes en train de construire des systèmes qui possèdent ce que dans notre jargon on appelle une capacité élevée de destruction de cibles dures, et la principale finalité de ces systèmes, c'est de faire courir aux missiles soviétiques un risque de destruction rapide. Les dirigeants soviétiques sont amenés à considérer de telles armes comme une menace de première frappe."

Par conséquent, ce projet déstabiliserait l'équilibre de la terreur approximativement atteint aujourd'hui en encourageant considérablement les Etats-Unis à frapper les premiers. Les Soviétiques, simplement pour se défendre, seraient forcés d'accélé-

rer la production et l'installation de missiles offensifs, afin de garantir que leur seconde frappe puisse pénétrer l'arsenal BMD américain. Et ils devront développer leurs propres armes anti-satellites pour détruire les stations spatiales et autres satellites militaires américains. Dans une période de crise politique, la pression pour un tir sur alerte serait énorme, les Soviétiques ayant le choix entre utiliser leurs missiles ou les perdre.

Néanmoins, en pratique, le seul aspect des systèmes de défense anti-missiles balistiques qui semble être à la portée de la technologie actuelle, c'est une défense limitée pendant la phase finale. La "guerre des étoiles" a une ressemblance de plus en plus frappante avec les systèmes ABM du début des années soixante-dix. "Il y a quelques étapes intermédiaires qui ont une utilité intermédiaire", confiait l'année dernière le sous-secrétaire à la défense Fred Iklé lors d'une réunion secrète d'une commission du Sénat. Et Weinberger a déclaré qu'en fait l'IDS pourrait avoir une "phase de transition" comprenant une défense de point des silos des missiles américains. Cependant, le traité ABM de 1972 limitait strictement à deux chacun le nombre de sites de défense anti-missiles balistiques pour les USA et l'URSS. Les deux camps admettaient ainsi tacitement la futilité et le danger des défenses ABM. Maintenant les Etats-Unis disent que le traité ABM pourrait devoir être "révisé" -- autrement dit, violé, comme même le *New York Times* devait l'admettre le 30 décembre dernier.

### LA PROVOCATION DE LA NAVETTE SPATIALE

Il n'y a pas de vrais préparatifs de guerre sans baillonner la presse, et l'administration Reagan a ouvert les hostilités à la mi-décembre. Le département de la défense s'est livré à une provocation en annonçant que la prochaine mission de la navette spatiale, prévue pour le 23 janvier, emporterait une charge utile militaire "secrète", et que quiconque se permettrait même des "spéculations" quant à sa nature s'exposerait à une enquête du Pentagone. Ce n'était visiblement pas une manière de garder le secret, et de fait, quand quelques jours plus tard le *Washington Post* dévoilait le pot aux roses, il ne faisait qu'exposer ce qu'avait déjà compris quiconque avait suivi cette question. O surprise, un nouveau satellite espion SIGINT (espionnage électronique) devait être placé sur une orbite géostationnaire au-dessus de la Russie occidentale.

Avec les trente missions militaires secrètes prévues dans les cinq prochaines années, l'objectif du Pentagone était d'amener la presse à se taire. Et, fait inquiétant, au début tout le monde a joué le jeu. Même le *Washington Post* expliquait qu'il ne divulguait pas, délibérément, certains détails pour des raisons tenant à la "sécurité nationale", ce qui ne l'empêcha pas d'être dénoncé par Weinberger pour avoir prodigué "aide et assistance" à l'ennemi, formule classique de la chasse aux sorcières dans les procès pour trahison. Et de fait, l'administration Reagan essaie d'établir des précédents judiciaires pour poursuivre des journalistes en vertu des lois sur l'espionnage. Le procès test est l'action engagée par le département de la justice contre l'expert en problèmes militaires navals Loring Morison, le petit-fils du célèbre spécialiste de l'histoire maritime, pour avoir fourni une photographie d'un porte-avions soviétique prise par un satellite de reconnaissance à la revue *Jane's Defence Weekly*, un organe maison des services d'espionnage occidentaux dont il est le rédacteur pour les Etats-Unis.

Pas étonnant qu'ils veuillent baillonner la presse: les médias ont dévoilé une gigantesque mystification. Le public a été amené à croire que la navette spatiale, contrairement aux "nuisibles" programmes spatiaux soviétiques, est destinée à des buts purement pacifiques et scientifiques. Mais le 20 décembre 1984, le *New York Times*, dans un article sur la charge utile militaire "secrète",

évoquait en passant "la soute spacieuse de la navette, dont les dimensions ont été spécifiquement conçues pour des missions militaires". Le lendemain, le *New York Times* révélait en détails comment l'énorme budget spatial du Pentagone lui permettait de prendre le contrôle de la navette. Et le 5 novembre, dans un article qui fit encore plus sensation, *Aviation Week* rapportait que le Pentagone disposait déjà de vingt-cinq astronautes militaires, indépendants de l'agence spatiale civile NASA, pour effectuer des missions spatiales militaires. La "guerre des étoiles" est beaucoup plus proche que vous ne le pensez.

#### LE DEMENT ANTISOVIETIQUE DE LA MAISON BLANCHE

Quelques grandes figures de l'establishment et même certains des plus chauds partisans de Reagan commencent à être préoccupés par sa téméraire stratégie offensive. D'autres chefs d'Etat de l'OTAN, dont le premier ministre britannique Thatcher, le président Mitterrand et le chancelier ouest-allemand Kohl, ont exprimé leurs "profondes réserves" quant au développement des armes spatiales américaines. Quand on écoute ce que disent certains des reaganotes du Pentagone, on pense à la "stratégie de l'offensive" de Joffre, le chef d'état-major qui a fait massacrer des dizaines de milliers de jeunes français pendant les premiers jours de la Première Guerre mondiale en les jetant avec obstination devant le feu dévastateur des mitrailleuses allemandes. A la différence que la folie belliciste des reaganotes, dans l'ère nucléaire, peut avoir des résultats cataclysmiques pour l'humanité.

Prenez par exemple le secrétaire à la marine de Reagan, John Lehman, 41 ans, genre "Young Americans for Freedom" [jeunes Américains pour la liberté], qui n'a jamais participé à aucune opération navale et qui a élaboré une stratégie de "défense de l'avant". Lehman explique qu'en cas de guerre le Pentagone va envoyer ses coûteux porte-avions nucléaires (plus de trois milliards de dollars pièce) droit dans l'ancre de l'ours soviétique pour attaquer la flotte soviétique dans sa base de la péninsule de Kola. L'expert militaire William Lind, dans un documentaire sur "la bataille pour la mer de Norvège" diffusé à la télévision le 1er janvier (dans la série *Frontline*), déclarait que c'était un scénario pour la "chevauchée des Walkyries", expliquant que les porte-avions américains seraient des cibles faciles pour les sous-marins et les bombardiers soviétiques basés à terre. Ca n'a pourtant pas démonté Lehman qui prétend avoir l'avantage de "connaître les capacités maritimes des Soviétiques, parce que nous nous frottons à eux, tous les jours, partout dans le monde [...]. Nous savons ce qu'ils valent, nous savons que nous allons gagner."

Stansfield Turner, ancien directeur de la CIA, qualifie cette "stratégie de l'avant" d'"erreur de proportions historiques" et prétend qu'aucun amiral ne soutient Lehman. Les chefs de la marine ont probablement des cauchemars quand ils s'imaginent

qu'ils vont être envoyés dans un remake de la bataille du Jutland (ou du Skagerrak) en 1916, où toute la flotte allemande de croiseurs de bataille a été sacrifiée dans une charge suicidaire contre la flotte britannique, laquelle a écrasé les navires allemands sous un déluge de feu. Les Allemands ont appelé ça une "chevauchée de la mort", et la flotte de surface du Kaiser ne s'est plus risquée dehors pendant toute la durée de la guerre. Si la flotte américaine est coulée, cela fera beaucoup plus pour la cause de la paix que tous les traités, mais ce n'est pas ce que l'amirauté a en vue pour ses navires.

En novembre dernier, après deux ans de controverses parmi les responsables militaires de l'alliance impérialiste occidentale, le général américain Bernard Rogers, commandant en chef des forces de l'OTAN, proposait une nouvelle stratégie baptisée "Follow-On Force Attack" [FOFA -- attaque par des forces de poursuite]. La doctrine FOFA comprend des plans pour des "irappes en profondeur" dans le bloc soviétique, pour détruire le deuxième échelon soviétique avec des armes de haute technologie. C'est l'application à l'Europe du concept "Air-Land 2000" [bataille aéroterrestre 2000], une doctrine développée par l'US General Staff College de Fort Leavenworth pour des "tactiques offensives". D'après le manuel opérationnel américain FM-100, le précepte fondamental de la bataille aéroterrestre consiste en ce que "l'offensive est la forme décisive de la guerre, le seul moyen pour le commandement de réaliser un but positif ou de détruire complètement une force ennemie". On sent planer l'ombre du général Joffre! Les dirigeants d'Europe de l'Ouest s'inquiètent de ce que cela arracherait le masque d'"alliance défensive" dont s'affuble l'OTAN. Rogers et les autres décideurs militaires américains critiquent les dirigeants d'Europe de l'Ouest en les accusant d'avoir une "mentalité de ligne Maginot", et ils avancent l'argument que la "technologie émergente" (baptisée fort à propos "ET") donne à l'Occident la capacité de frapper au cœur du Pacte de Varsovie avec des forces non nucléaires. Cependant, le "plan Rogers" ne rejette pas la politique de premier emploi des armes nucléaires, politique adoptée jusqu'ici par l'OTAN.

Mais la moitié de cette fameuse "technologie émergente" ne marche pas (les Pershing qui ratent régulièrement leurs cibles, le canon anti-aérien Sergeant York qui est surtout efficace contre les ventilateurs des latrines, le système Assault Breaker qui peut atteindre certains chars s'ils ne bougent pas) -- et l'autre moitié n'existe pas. Personne ne croit l'administration Reagan quand elle prétend parler de défense. Mais ce qui inquiète les responsables impérialistes rationnels, ce n'est pas que Reagan veuille la guerre, mais c'est qu'il peut tout rater et prendre une sacrée pâtée.

Quelques-uns des hommes d'Etat les plus responsables, comme le diplomate expérimenté qu'est George F. Kennan par exemple, ont vraiment

peur que Reagan puisse faire sauter la planète. Dans un article intitulé "World War I; Then, II; Then..." [La Première Guerre mondiale; puis la deuxième; puis...] (*New York Times*, 11 novembre 1984), Kennan rappelait que la première boucherie impérialiste mondiale avait été préparée par "[...] de nouveaux rêves vaniteux de guerre totale, de capitulation sans conditions et la victoire totale qui était supposée rendre tout possible. Et nous autres, à l'époque actuelle? Et nous?" Cela de la part du célèbre "M. X", l'architecte de



L'ancien ministre de la défense soviétique, Dimitri Oustinov, aujourd'hui décédé

la première guerre froide antisoviétique. Il ne faudrait pas oublier que McNamara et Bundy, qui ont cosigné cet article de Kennan, sont les criminels de guerre qui ont ordonné le massacre ("conventionnel") de millions d'Indochinois. En réalité, le mouvement pour le "gel" nucléaire dirigé par des "colombes" du Parti démocrate, comme le sénateur Edward Kennedy, n'est qu'un programme plus habile pour préparer la campagne bipartisanne vers la guerre contre l'Union soviétique. L'argent économisé, écrivaient les sénateurs Kennedy et Hatfield dans leur livre *Freeze!* (1982), "pourrait être dépensé [...] pour améliorer la préparation et l'efficacité de nos forces conventionnelles". Comme dans le plan Rogers!

#### DU KAL 007 A GENEVE

Afin de faire endosser aux Russes la responsabilité d'avoir réduit en charpie le traité ABM de 1972, les reaganotes, avec un cynisme qui rivalise avec celui de Goebbels, ont inventé une liste de prétendues "violations soviétiques" dudit traité. En première place sur cette liste, on trouve le radar phased-array en construction repéré à Abalakova (près de Krasnoyarsk), en Sibérie, et qui selon Washington pourrait être utilisé pour la défense antimissiles balistiques. Il y a des preuves irréfutables que les Etats-Unis ont organisé la provocation de la mission d'espionnage du KAL 007 dans l'espace aérien soviétique, avec survol des installations militaires soviétiques les plus secrètes d'Extrême-Orient et en coordination avec un satellite espion américain "ferret", pour tester les capacités de ce nouveau radar sibérien (voir "Boeing KAL 007: provocation de guerre froide", le *Bolchévik* n°42, octobre 1983). Et maintenant les provocateurs de la Maison Blanche osent accuser les Soviétiques de "violations"!

Fin 1983, à l'apogée de la campagne de propagande impérialiste autour du KAL 007, alors que les Etats-Unis se préparaient (avec l'accord de leurs alliés de l'OTAN) à installer les Pershing en Europe de l'Ouest, le ministre de la défense soviétique, le maréchal Dimitri Oustinov, décédé en décembre, déclarait que l'URSS "fait preuve d'un self-contrôle vraiment léniniste [...]. Aucune 'frappe préventive' ne per-

mettra aux stratèges de l'autre côté de l'océan d'éviter une frappe de représailles dévastatrice. Rien n'épargnera à l'agresseur son châtiement s'il fait usage des armes nucléaires dans une première frappe contre l'Union soviétique et ses alliés [...]. Nous ne recherchons pas la supériorité nucléaire, mais nous n'allons pas non plus permettre à l'administration américaine d'employer le chantage nucléaire pour mener une politique de force contre nous" (*Pravda*, 19 novembre 1983). Ou, comme l'expliquait le maréchal Nikolaï Ogarkov, alors chef d'état-major des forces armées soviétiques: "Les représailles seront dans tous les cas inévitables." Mais une défense militaire solide n'est que le commencement de la défense des conquêtes révolutionnaires incarnées dans l'Etat ouvrier soviétique, un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré.

Les dirigeants soviétiques ont de bonnes raisons de ne pas manifester publiquement un grand optimisme quant aux discussions qui vont avoir lieu à Genève. Le secrétaire général du Parti communiste, Constantin Tchernenko, s'est prononcé pour une réduction "radicale" des armements, mais la *Pravda*, dans son numéro du nouvel an, publiait ce commentaire pessimiste: "Nous n'avons aucune illusion." Malheureusement, l'histoire de la bureaucratie stalinienne montre une surabondance d'illusions dans la "coexistence pacifique", la "détente" et autres mots de code pour l'établissement d'un accord de coexistence avec les impérialistes. En tant que marxistes, nous savons que les capitalistes n'accepteront jamais la révolution d'Octobre. La défense des acquis d'Octobre ne peut être garantie que par l'extension de la révolution prolétarienne, en particulier au cœur des puissances impérialistes. C'était la tâche entreprise par l'Internationale communiste sous V.I. Lénine et poursuivie par Léon Trotsky, le fondateur de l'Armée rouge soviétique, dans sa lutte pour la Quatrième Internationale.

Nous ne reprochons pas au Kremlin ses efforts pour éviter les dépenses colossales que provoquerait une course aux armements spatiaux. Mais un traité avec les dirigeants impérialistes américains ne garantira pas plus la défense des populations soviétiques contre l'intervention impérialiste que ne le fit le pacte de Staline avec Hitler. Ce qu'il faut, c'est revenir à la politique de Lénine et Trotsky, la politique de l'internationalisme prolétarien et de la révolution socialiste mondiale. Dans sa "Déclaration au congrès anti-guerre d'Amsterdam" (juillet 1932), Trotsky écrivait: "Le faux-semblant du 'désarmement' n'a et ne peut rien avoir en commun avec la prévention de la guerre. Le programme du 'désarmement' signifie seulement une tentative -- jusqu'à présent seulement sur le papier -- pour réduire en temps de paix les dépenses de telle ou telle sorte d'armements [...]. La question du désarmement est un des leviers sur le théâtre de l'impérialisme où les nouvelles guerres sont préparées. C'est pur charlatanisme que d'essayer de distinguer entre des mitrailleuses, des chars, des avions, lesquels sont défensifs et lesquels sont offensifs. La politique américaine est dictée en cela par les intérêts particuliers du militarisme américain, le plus terrible de tous [...]. Le pacifisme petit-bourgeois, qui voit dans des propositions de désarmement de 10, 33 ou 50%, un premier pas pour empêcher la guerre, est plus dangereux que tous les explosifs et les gaz asphyxiants [...]. Sans la moindre confiance dans les programmes capitalistes pour le désarmement ou la limitation des armements, le prolétariat révolutionnaire pose une seule question: dans les mains de qui les armes sont-elles? Toute arme dans les mains des impérialistes est une arme dirigée contre la classe ouvrière, contre les nations faibles, contre le socialisme, contre l'humanité. Les armes dans les mains du prolétariat et des nations opprimées sont le seul moyen de débarrasser notre planète de l'oppression et de la guerre" (*Writings*, 1932 [traduit par nos soins]).

Adapté de *Workers Vanguard* n°370

## LE BOLCHEVIK 4

LE JOURNAL QUI NE VOUS A JAMAIS DIT DE VOTER MITTERRAND

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

## Nicaragua ...

Suite de la page 5

Le dernier des partis de gauche qui a participé aux élections nicaraguayennes (il y a obtenu 11000 voix), le Mouvement d'action populaire (marxiste-léniniste), aurait fait campagne sur un programme de dictature du prolétariat pour remplacer le régime sandiniste qui y est caractérisé de gouvernement petit-bourgeois. Souvent qualifié à tort de trotskyste, le MAP est issu de la version maoïste du stalinisme et a jusqu'à récemment soutenu les positions de l'Albanie. De toute évidence, il a rejeté le dogme de la révolution par étapes, au moins en ce qui concerne le Nicaragua, et appelle à un "gouvernement ouvrier et paysan" qui serait un "régime de transition qui [...] nous mettrait sur la route de la construction du socialisme" (*Barricada Internacional*, 24 septembre 1984).

A travers son groupe syndical Frente Obrero (FO), le MAP a dirigé plusieurs grèves combattives et occupations de grandes propriétés terriennes de 1979 à 1981; en conséquence, son journal a été interdit et les dirigeants du MAP/FO emprisonnés. A la différence du PCN et du PSN

ment antiléniniste du "socialisme dans un seul pays".

Sur la question des élections, le MAP a protesté contre la participation des partis bourgeois et objecté au fait que les organisations de masse ne seront pas représentées dans la nouvelle assemblée nationale. Mais qu'a-t-il proposé à la place? Les trotskystes appellent à la création de soviets au Nicaragua pour un gouvernement des conseils ouvriers et paysans qui puisse mobiliser les énergies révolutionnaires des masses exploitées afin qu'elles prennent et gardent le pouvoir comme en Russie en 1917. C'était là la réponse des bolchéviks au parlementarisme bourgeois qui était la bannière tant des pseudo-socialistes réformistes (les menchéviks) que des généraux blancs. Le programme du pouvoir soviétique garde aujourd'hui toute sa validité.

Depuis un an, la question de la conscription pour la défense de la révolution est devenue un problème majeur au Nicaragua, l'extrême droite cherchant à mobiliser l'opposition petite-bourgeoise à la conscription. Le MAP appelle la classe ouvrière à "mettre son sceau de classe sur le service militaire" (*Prensa Proletaria*, juin 1984). Mais comment? Les sandinistes font appel au patrio-

américain du parti marxiste-léniniste *Workers Advocate* (10 février 1984), concluait: "Ce n'est qu'avec la classe ouvrière à l'avant-garde que la patrie socialiste pourra être construite." Les trotskystes savent que le socialisme dans une seule ancienne république bananière est impossible. Le Nicaragua est un pays minuscule, misérable, à prédominance paysanne, avec une toute petite classe ouvrière. Pour jeter les bases économiques nécessaires pour aller vers le socialisme, société sans classe basée sur l'abondance, il est indispensable de s'allier aux gros bataillons du prolétariat, à commencer par ceux du Mexique, et en allant jusqu'à la classe ouvrière américaine, dans le ventre de la bête. Le Nicaragua soit s'allier aux rebelles de gauche salvadoriens, ne serait-ce que pour se défendre contre les attaques impérialistes et la contre-révolution à l'intérieur, pour mener une guerre révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale.

Les impérialistes yankees, qu'ils soient Républicains ou Démocrates; les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates européens; les gouvernements bourgeois latino-américains de tout acabit; les régimes stalinien de Moscou à Pékin en passant par La Havane; Ronald Reagan et Walter Mondale, Fidel Castro et Willy Brandt, Ortega et Duarte, les sandinistes et la Coordinadora de la CIA, les nationalistes et les réformistes de partout -- tous sont pour le "processus de paix" de Contadora. Ce que cette "sainte" alliance a en commun, c'est la crainte d'une révolution internationale. Un traité de "paix" comme celui-là, c'est un noeud coulant au cou des masses d'Amérique centrale. En réalité, cette "contra"dora est un coup de poignard dans le dos de la révolution nicaraguayenne.

Le Nicaragua sandiniste assiégé rappelle la Russie soviétique dans les premiers mois de 1918, face à la "mise en quarantaine" des impérialistes (qui devait rapidement devenir carrément une intervention militaire), alors qu'à l'intérieur du pays se forment de profonds clivages. Avec la différence qu'au Nicaragua, il n'y a pas de direction communiste. Alors que les sandinistes cherchent à masquer les clivages de classe fondamentaux, les bolchéviks prirent la tête de la classe ouvrière et unifièrent la Russie sur une nouvelle base, multipliant les soviets par tout le pays. C'est ce programme politique qui a permis à Trotsky de mettre sur pied une puissante Armée rouge qui a gagné la guerre civile. Dans la Russie de Lénine et Trotsky, contrairement à l'Espagne, les "contras" ne sont pas passés. C'est le programme des trotskystes aujourd'hui: pour la révolution ouvrière dans tout l'isthme et au-delà, dirigée par le parti mondial de la révolution socialiste, une Quatrième Internationale reforgee.

Traduit de Workers Vanguard n°367

## Apartheid ...

Suite de la page 10

maintenant poursuivie dans les faits par des syndicats des gens de mers du monde entier, y compris en Grande-Bretagne, en Australie et au Danemark où il y a un boycott absolu de tous les matériels militaires et de tous les produits pétroliers.

Nous avons lutté dans les syndicats pour nous battre contre les multinationales, Ford et General Motors, pour les forcer à accorder des droits égaux aux ouvriers noirs en Afrique du Sud, les pleins droits syndicaux et des conditions décentes sur les lieux de travail. Mais au bout du compte, bien sûr, le principal allié et soutien de l'apartheid en Afrique du Sud, c'est l'impérialisme américain lui-même, et c'est la lutte pour le parti dans le ventre du monstre qui fera rendre gorge à l'impérialisme US, qui se battra pour une troisième révolution américaine, qui accomplira les tâches que la guerre de Sécession n'a pas terminées, qui se battra pour la révolution socialiste qui est nécessaire ici. Dans les années trente Trotsky écrivait à ses partisans aux Etats-Unis: "Nous devons dire aux éléments conscients des Noirs qu'ils sont appelés par le développement historique à devenir une avant-garde de la classe ouvrière." C'est à la lutte pour ce parti que nous nous consacrons. Et si nous pouvons construire un tel parti ici aux Etats-Unis, si nous pouvons aider à construire un tel parti en Afrique du Sud -- eh bien! Il y a un très beau mot d'ordre en Afrique du Sud, que reprennent les Noirs et leurs alliés aux meetings pour la liberté, que ce soient des meetings des syndicats ou d'autres organisations. C'est: *Amandla!* (Le pouvoir!) *Awetu!* (Il est à nous!) Et effectivement si l'on construit de tels partis, il sera à eux et il sera à nous.

## Vietnam ...

Suite de la page 3

manière d'assurer un avenir pacifique aux peuples de la région, qui souffrent depuis trop longtemps, passe par la lutte révolutionnaire pour une véritable fédération soviétique d'Indochine. C'est la compréhension historique du marxisme-léninisme-trotskyisme qui peut amener la classe ouvrière à faire voler en éclats les bureaucraties stalinienne parasitaires et à mettre pleinement les ressources économiques des Etats ouvriers dégénérés et déformés, de Pékin à Moscou, au service de la révolution mondiale.

En avant vers une Union des républiques socialistes soviétiques en Asie du Sud-Est! La défense des acquis de l'Octobre russe et de la victoire de la révolution vietnamienne nécessite une révolution prolétarienne dans les places fortes impérialistes -- c'est le programme de Lénine et Trotsky.



Reportage du journal sandiniste, *Barricada*, sur une manifestation de nos camarades à New-York en novembre 1983.

qui n'ont été que spectateurs pendant l'insurrection de 1979 et qui avaient même dénoncé l'aventurisme du FSLN, le MAP a participé aux luttes armées avec ses Milices populaires anti-Somoza (MILPAS). Le MAP ne cesse d'appeler à "l'approfondissement de la révolution", mais la propagande dont nous avons connaissance est très vague sur comment y parvenir. En fait, il lui manque cruellement un programme de transition trotskyste pour atteindre ce qu'il veut. Mais ce qui est clair, c'est qu'il n'a pas encore réglé son compte au dogme stalinien profondé-

tisme, construisent une armée républicaine comme dans la guerre civile espagnole, mais les trotskystes insistent qu'il est nécessaire de construire une armée prolétarienne pour vaincre la contre-révolution. La revendication des communistes et des militants ouvriers conscients doit être: entraînement militaire sous contrôle syndical, formation de milices ouvrières basées sur les usines, comités de soldats dans l'armée et élection des officiers.

La clé, c'est la lutte pour le pouvoir. Le caractère de classe de l'armée est déterminé par ceux qui la commandent. Et pour parvenir à un véritable gouvernement ouvrier et paysan au Nicaragua, il faut mobiliser les masses travailleuses en lutte pour leurs intérêts de classe. Les communistes doivent se battre dans les syndicats, y compris dans la CST contrôlée par les sandinistes, pour imposer le *contrôle ouvrier de la production* et pour exiger l'*expropriation des capitalistes*. Au lieu d'une assemblée nationale sur le modèle des parlements bourgeois d'Europe de l'Ouest, ils doivent se battre pour un *régime soviétique des conseils ouvriers et paysans*. Mais surtout, ce qui est clé pour parachever et étendre la révolution nicaraguayenne, c'est la lutte pour un parti léniniste trotskyste, avant-garde communiste internationaliste résolue qui remplace les nationalistes petits-bourgeois sandinistes vacillants.

Les "marxistes-léninistes" ex-maoïstes, ex-albanais, s'opposent à la politique du FSLN de conciliation avec la bourgeoisie, mais ils n'ont pas rompu avec le nationalisme commun aux sandinistes et à toutes les variantes du stalinisme. Une affiche du Frente Obrero pour le 1er mai, reproduite dans le journal

## Correction

Dans l'article polémique contre le soutien du Secrétariat unifié à la "solution politique" des sociaux-démocrates pour l'Amérique centrale ("Le renégat Mandel et la 'démocratie pure' au Nicaragua", *Le Bolchévik* n°50, novembre 1984), la phrase "Mais ces élections n'ont été qu'une tribune donnée à la contre-révolution" telescopait la situation au Nicaragua et pouvait, incorrectement, laisser entendre qu'il aurait été non principal pour une organisation léniniste de participer à ces élections. Comme nous le disons ailleurs dans le même article "Les sandinistes ont donc remporté un succès dans les élections nicaraguayennes", et comme l'article ci-contre le montre, certaines organisations de gauche, même petites, ont pu utiliser la campagne électorale comme une tribune pour leur propagande.

En janvier 1939, le comité exécutif de la Quatrième Internationale confiait à James P. Cannon, dirigeant de longue date du trotskysme américain, la tâche de faciliter l'entrée des trotskystes français dans le PSOP (une scission de gauche de la social-démocratie) et d'empêcher une scission sur cette question dans la section française.

### — LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE —

tendance spartaciste internationale

### «La question française»

Discours inédit (avril 1939)  
de James P. Cannon  
fondateur du trotskysme américain

LE BOLCHEVIK B.P. 135-10 75463 PARIS CEDEX 10 Novembre 1983 10F

Les textes que nous publions dans cette brochure, le rapport de Cannon sur sa mission, son article "Sur la direction du mouvement révolutionnaire" et les "Résolutions sur les tâches de la section française" adoptées par le congrès de la Quatrième Internationale en 1938, dissèquent certaines des faiblesses historiques du trotskysme français, avec ses luttes fractionnelles incessantes, sa direction formée d'un conglomérat de "vedettes" individuelles, l'amateurisme et l'improvisation de son fonctionnement. Ce sont des classiques, toujours riches d'enseignements pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

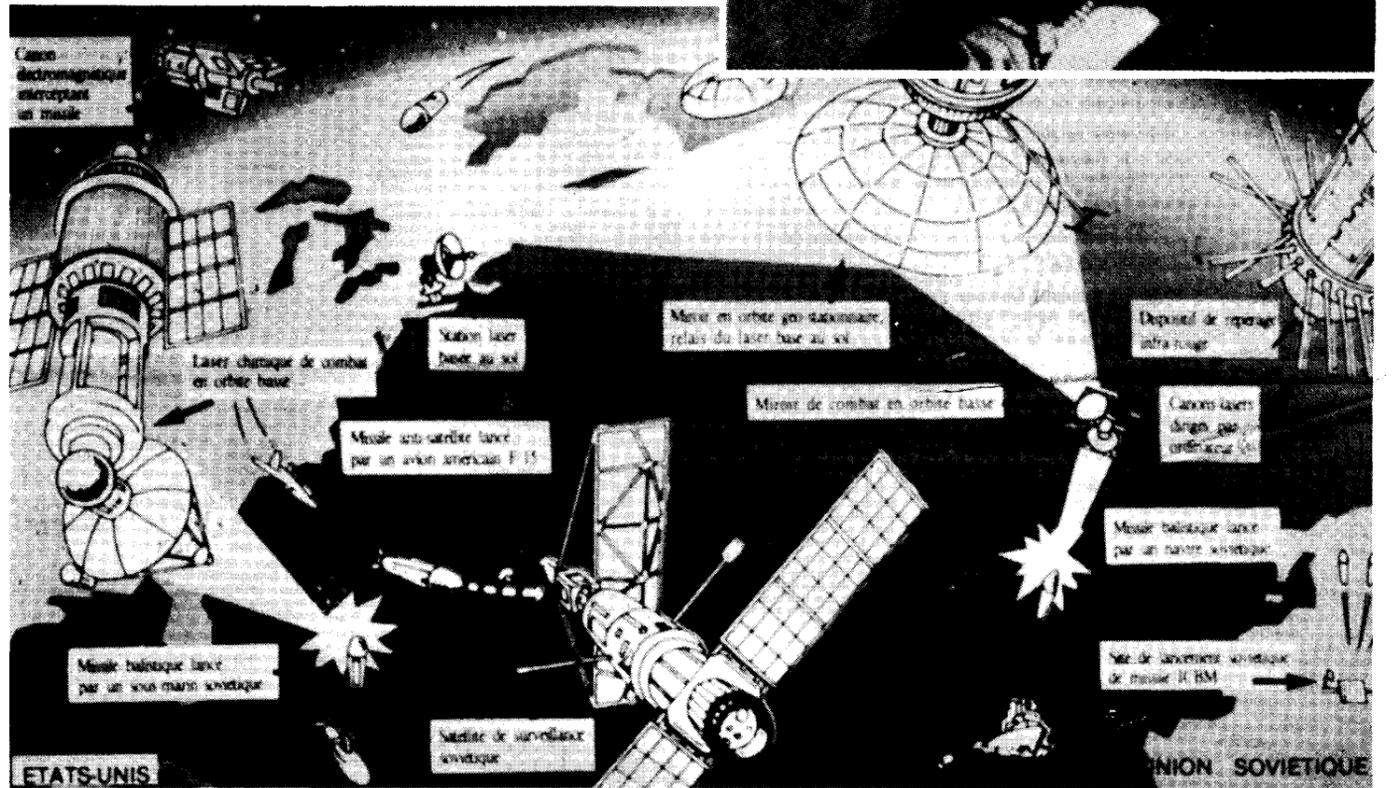
12F - port inclus

Commande : *Le Bolchévik*  
B.P. 135-10 - 75463 Paris cédex 10

## Le plan de Reagan pour la première frappe contre l'URSS

7 janvier -- Quand Ronald Reagan parle de "désarmement", les Russes ont intérêt à s'assurer que leurs SS-20 sont en état de marche. Reagan s'est opposé à tous les accords de limitation des armements conclus jusqu'à ce jour entre Américains et Soviétiques. Il a doublé les dépenses du Pentagone au cours des quatre dernières années, et il a engagé les Etats-Unis dans un programme de 1500 milliards de dollars pour le développement d'armements de haute technologie. En décembre 1983, les USA ont provoqué unilatéralement la course aux armements en installant des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe, menaçant ainsi les Soviétiques de "décapitation" nucléaire en huit minutes. Reagan menace de s'engager dans la militarisation de l'espace sous couvert de plans pour la "guerre des étoiles" qui s'appellent en "pentagonais" "initiative de défense stratégique" (IDS). Et maintenant il veut "négocier" une réduction du nombre des missiles (soviétiques) basés à terre, tout en laissant le champ libre aux armes spatiales (américaines) et en "enquêtant" sur de soi-disant "violations" par les Soviétiques du traité SALT-2, un accord que les Américains ont refusé de ratifier!

Pour attirer le Kremlin à la table des négociations, Washington a proposé, l'année dernière, des "négociations parapluies" couvrant les armes nucléaires stratégiques, les missiles à portée intermédiaire et les armes spatiales. Mais à la veille de ces "discussions sur les discussions" qui se sont ouvertes aujourd'hui à Genève, des responsables de la Maison Blanche ont révélé que le secrétaire d'Etat Schultz avait pour instructions de "repousser toute proposition soviétique sur les armes spatiales" (*New York Times*, 3 janvier). Robert McFarlane, conseiller de Reagan pour la sécurité nationale, a déclaré que l'IDS n'était "pas un objet de marchandage". Pas étonnant que le Soviétique Tchernenko se soit plaint amèrement des "tromperies" américaines et ait lancé une mise en garde contre le fait que les plans de "guerre des



étoiles" mis en avant par les forces militaristes pourraient créer une "situation irréversible". Le ministre des affaires étrangères Gromyko doit se sentir assez ridicule d'être assis à négocier sur rien avec la bande qui a juré de détruire l'"empire du mal" soviétique avec ses armes lasers à la "ET".

Et les Etats-Unis ont ajouté le mépris à l'outrage en envoyant à Genève une délégation de "paix" qui est à peu près autant intéressée au désarmement que l'était Adolf Hitler. Ils sont presque tous (y compris Schultz) membres du Committee on the Present Danger, une cabale d'extrême droite qui a contribué à torpiller les accords SALT-2 en 1979. Nitze, un de ces négociateurs du "contrôle des armements", est pratiquement l'inventeur de la course aux armements: c'est lui qui, dans les années cinquante, a découvert l'imaginaire "bomber gap" [déséquilibre des bombardiers] (suivi une dizaine

d'années plus tard par le tout aussi imaginaire "missile gap"). Kenneth Adelman a eu du mal à se faire confirmer au poste de chef de l'agence pour le contrôle des armements et du désarmement, parce qu'il ne voulait même pas qualifier d'"horribles" les effets d'une guerre nucléaire.

Pendant que les reaganistes jouent sur le désir de "détente" du Kremlin, les plans de guerre US avancent à toute vapeur. L'IDS, disent-ils, ce n'est pas le moment que de la "recherche"; et qui peut être contre le progrès scientifique, en particulier pour des armes "défensives". Pourtant, pendant ce temps le Pentagone se livre à une provocation en annonçant pour ce mois-ci un vol militaire de la navette spatiale, et il prévoit d'effectuer au printemps des essais d'une arme anti-satellites (ASAT). Au même moment, la marine américaine est engagée dans des "exercices" à proximité immédiate des zones militaires les plus vitales

pour les Soviétiques, et ce, dans le cadre d'une "stratégie de l'avant". Et l'OTAN vient d'adopter une doctrine militaire ouvertement offensive qui préconise des "frappes en profondeur" à l'intérieur du bloc soviétique en cas de conflit en Europe. Les critiques libéraux se plaignent que tout cela est "absurde", que ce n'est pas "nécessaire" à la défense de l'Amérique. Mais la défense n'intéresse pas les reaganistes: ils se préparent pour le grand coup -- une première frappe nucléaire contre les Soviétiques.

Les Russes sont bien gentils de discuter avec les Américains. Mais ils devraient dire à Reagan: "Vous voulez la 'guerre des étoiles'? Nous allons vous donner de la guerre galactique! Nous vous avons demandé de ne pas installer vos missiles à huit minutes de Moscou, mais vous l'avez fait quand même. Donc au diable vos traités! Pendant des dizaines

Suite page 12

### Défense de l'Union soviétique! Balayez les bureaucrates du Kremlin - En avant vers le programme de Lénine!